L'Opposition de Gauche
de l'Internationale Communiste

NUMÉRO 3 DÉCEMBRE 1927

La plate-forme politique de l'opposition française

Pour le XVe Congrès du Parti de l'U. R. S. S.

Contre la Scission !
Pour l'unité léniniste
du Parti
et de l'Internationale !

DOCUMENTS INÉDITS

Prix : 2 Francs

Cette Brochure
est en vente chez l'Editeur : Gaston FAUSSECAVE,
34, rue de l'Abbé-Groult, PARIS-15e
et Librairie L. GAGÉ,
31, rue Grange-aux-Belles, PARIS-10e

PRÉFACE

Si je me suis attiré, en publiant les deux premières brochures, les foudres de la direction et de l' « appareil » du Parti, j'ai trouvé en revanche dans les lettres de plus en plus nombreuses des militants de la base, un encouragement si précieux que je puis dédaigner menaces et calomnies qu'on commence à lancer contre moi.

Comme me l'écrit un camarade de la province, « le fil de fer barbelé tendu par Staline et ses partisans en France pour isoler les bolchévistes-léninistes est enfin rompu. L'œuvre de redressement, certes ardue, périlleuse, est commencée. Rien ne saurait plus l'arrêter ».

Les nouvelles qui me parviennent des partis frères montrent que partout, sous le coup de fouet des exclusions dans le parti russe, les militants sincères secouent leur passivité et crient leur indignation.

En Allemagne, les communistes du quartier de Wedding se solidarisent entièrement avec l'opposition russe et viennent d'inscrire Zinoviev et Trotzky comme membres du Parti communiste allemand, dans leur organisation de Wedding.

En Tchécoslovaquie, la majorité staliniste en est réduite à décapiter de ses cadres les effectifs communistes du pays de nationalité allemande, car à peu près tous se sont déclarés pour l'opposition russe.

Des lettres reçues de Belgique, il apparaît que non seulement le C. C. dans sa presque totalité, mais de nombreux militants sont déjà acquis, en dépit du régime d'étouffement de l'I. C., à l'œuvre de redressement de l'opposition.

D'Espagne, on me réclame avidement des brochures, encore des brochures, preuve que l'on ne veut pas s'en tenir à l'information unilatérale du groupe Staline et l'on m'encourage dans mon effort.

Chez nous, en France, les quelques résolutions parues dans l'*Humanité* émanant de rares rayons, montrent que malgré la pression des fonctionnaires, notre Région Parisienne ne consent pas à trahir tout son passé de « gauche » et à emboîter le pas derrière les néo-stalinistes à la Vaillant-Couturier.

On accepte de moins en moins le dogme de la discipline formelle. Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui raisonnent comme les camarades de ma cellule qui se sont refusés à me condamner pour avoir rompu la discipline. « C'est vrai, ont-ils dit, Faussecave a violé la discipline. Mais il a arraché le bandeau. Les vrais responsables ce sont ceux qui l'y ont forcé, en se refusant à nous donner les informations sur ce qui se passe dans l'Internationale. »

Mais la Direction elle-même, aussi bien du Parti que de la R. P., en annonçant qu'elle va donner enfin la documentation nécessaire (je reste quelque peu sceptique et gare à la présentation, camarades) ne reconnaît-elle pas ainsi ses fautes antérieures, ne démontre-t-elle pas ainsi que mon geste a été salutaire et qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour obtenir satisfaction ?

Une autre conséquence de ma décision de faire un peu de lumière, c'est que le Bureau Politique, sentant tout le discrédit dans lequel sa politique de capitulation et d'obscurantisme l'a fait tomber aux yeux des masses du parti, vient de se résoudre à faire son « autocritique ».

La récente « Lettre ouverte » aux membres du Parti reconnaît en effet un certain nombre des fautes de la direction. Mais elle est loin d'en avoir épuisé la liste et sa critique des fautes reconnues reste superficielle et incomplète.

L'analyse de la situation en France telle qu'elle est faite dans la « Lettre

Ouverte » est loin d'apporter la clarté nécessaire en particulier sur les regroupements de force dans les différentes classes à l'heure actuelle.

Mais ce dont il faut le plus se défier, me semble-t-il, Camarades, c'est de ce crochet « à gauche » que l'on dessine à propos des élections. La formule tranchante « classe contre classe », le refus de voter pour les radicaux au second tour, ainsi que pour les chefs socialistes « qui accomplissent une besogne contre-révolutionnaire », tout cela m'apparaît comme une simple manœuvre de la direction pour se réhabiliter par une attitude soi-disant intransigeante, aux yeux des vrais révolutionnaires qui « en ont marre » d'une direction opportuniste et électoraliste.

D'ailleurs, avec toute son allure intransigeante, la tactique électorale proposée dans la « Lettre ouverte », loin d'aider le parti à garder sa vraie figure communiste face aux autres partis, permettra, au contraire, les pires maquignonnages.

Nos dirigeants droitiers et extrême-droitiers, abrités derrière cette tactique même, ne vont-ils pas nous refaire, à l'échelle nationale, la triste cuisine des élections sénatoriales de la Seine ?

Une preuve encore — et celle-là, à mon avis, est décisive — que la Lettre ouverte n'est qu'une feinte politicienne, c'est qu'elle laisse de côté toutes les questions internationales, isolant ainsi arbitrairement et faussement la politique de notre pays.

Est-ce que notre fraction dirigeante espérait ainsi, en aiguillant la discussion sur l'auto-critique « nationale », escamoter les questions internationales ?

Qu'attend-elle pour faire aussi l'auto-critique sur l'écrasement de la Révolution chinoise, le fiasco du Comité Anglo-Russe et la rupture des relations anglo-russes, ainsi que sur la vraie situation en U. R. S. S. ?

Camarades, ne vous laissez pas détourner de l'examen approfondi de toute la ligne de l'I. C. Les fautes opportunistes de la direction Semard-Doriot ne sont que le corollaire des fautes opportunistes des dirigeants du Comintern Staline-Boukharine.

Lisez et relisez la plateforme de l'opposition russe, les discours et thèses de Zinoviev et de Trotzky sur les grandes questions politiques internationales. Vous jugerez mieux ensuite l'incapacité et la carence de nos chefs occasionnels.

Le N° 3 des documents de l'opposition de gauche de l'I. C. reproduit la plateforme politique que cinq membres oppositionnels de notre C. C. viennent d'envoyer à la direction. Ceux-ci s'imaginent encore que la direction la soumettra aux débats du parti. Mais je ne partage pas leur candeur. Aussi, prenant une fois de plus mes responsabilités, je la publie en brochure.

Ainsi, que la direction cédant à la pression de la base, engage réellement ou non, une large et totale discussion, les camarades du rang pourront, sans attendre la bonne volonté d'en haut, discuter en parfaite connaissance de cause.

Au moment où dans le Parti, tous les esprits honnêtes, tous les révolutionnaires sincères ont la nausée devant les cabrioles des cabotins et s'indignent de la campagne ignoble faite par l'organe glorieux de notre parti, *l'Humanité*, contre les chefs « authentiques » de la Révolution d'Octobre, au moment où des courants, confus encore, quelquefois contradictoires se dessinent de tous côtés dans les cellules pour redresser la ligne du Parti, la plateforme reproduite ici est une contribution importante à ce travail de redressement.

Elle peut et doit aider au ralliement de tous ceux qui, contre le stalinisme scissionniste, révisionniste et opportuniste, restent — envers et contre tous — les défenseurs résolus de la pensée et de l'action marxistes-léninistes.

Paris, le 5 décembre 1927. G. FAUSSECAVE.

N.-B. — Quelques camarades, particulièrement écœurés des calomnies abjectes, des mensonges impudents et de la falsification éhontée des opinions de l'opposition russe, me demandent si je ne vais pas y faire la riposte nécessaire sous la forme d'un journal ou bulletin périodique. Ils m'offrent leur concours. Je l'accepte et les en remercie. Le succès même de la vente des précédentes brochures est le sûr garant de la réussite prochaine.

Additif à la plate-forme des membres oppositionnels du Comité Central

CONTRE LA SCISSION !

Pour l'unité léniniste du Parti et de l'Internationale

Staline a commencé la scission

Comme Lénine l'a prévu, dans son Testament, Staline mène le Parti russe à la scission.

Jusqu'ici, la scission méthodiquement préparée par Staline et ses partisans, apparaissait comme une menace, grave sans doute, mais non imminente.

Maintenant la scission staliniste *est en voie de réalisation.*

Staline fait exclure les militants russes par centaines. Il fait jeter en prison des membres du parti. Il jette hors du parti les deux chefs de l'opposition léniniste : Zinoviev et Trotsky.

Staline marque ainsi sa volonté arrêtée de mener jusqu'à l'achèvement, la scission commencée par lui du parti russe et de l'Internationale.

L'oppression bureaucratique au service de l'opportunisme

Staline, qui d'ailleurs se trompe lourdement, pense ainsi poursuivre en toute tranquillité sa politique opportuniste en U.R.S.S. ainsi qu'à l'échelle internationale.

Dans un parti à base prolétarienne et à principes communistes, l'opportunisme ne peut se frayer la voie et se maintenir qu'en faussant toute l'information, qu'en étouffant toute discussion, mettant ainsi la masse communiste dans l'impossibilité d'élaborer la politique juste et de contrôler l'activité de ses dirigeants.

Capitulation de Staline devant les traîtres du Conseil Général lors du Comité anglo-russe de Berlin au mois d'avril dernier, capitulation de Staline devant la bourgeoisie chinoise et ses généraux, recul toujours plus accentué devant le koulak, le nepman et le bureaucrate à l'intérieur, devant l'impérialisme britannique et mondial à l'extérieur, politique reconnaissant les dettes tzaristes; mettant en danger le monopole du commerce extérieur et ébranlant les bases de la dictature du prolétariat, c'est contre tout cela que se dressent les meilleurs communistes en U.R.S.S. et dans le monde entier.

Pour développer cette politique néfaste, Staline et ses partisans dans toute l'Internationale, aggravent sans cesse un régime intérieur d'oppression et de soumission bureaucratiques.

Un tel régime n'est que la caricature du centralisme démocratique prêché et appliqué par Lénine.

Un tel régime représente, non la discipline de fer de l'avant-garde communiste du prolétariat, mais la pression croissante et de plus en plus brutale exercée par les classes et couches sociales hostiles au prolétariat contre son avant-garde communiste.

Le scandale des convocations au dernier Comité Central français

En France, le noyau qui dirige actuellement le parti, vient de fournir un exemple typique des méthodes d'étouffement bureaucratique et de la volonté scissionniste des partisans du groupe Staline.

Le dernier Comité Central des 9 et 10 novembre a été convoqué dans des conditions inouïes d'irrégularité et de scandale.

Le noyau dirigeant du parti a abusé du caractère secret que devait revêtir le Comité Central, pour substituer à celui-ci une Assemblée composée d'une manière absolument arbitraire.

Beaucoup de membres du Comité Central ont reçu leurs convocations quelques heures seulement avant la réunion.

Les rendez-vous pris furent organisés de façon à mettre de nombreux membres dans l'impossibilité de trouver le lieu de la réunion et de participer à ses travaux.

Ce fut le cas, même pour Renaud Jean, qui cependant est membre du Bureau politique.

L'ouvrier Béors écarté du Comité Central

En ce qui concerne notre camarade Béors, le scandale a dépassé toutes limites.

Le camarade Béors est actuellement le seul membre du Comité Central travaillant à l'usine.

Il n'a pas été convoqué.

S'étant présenté au siège du parti, il lui fut officiellement déclaré « qu'il n'y avait pas de session du Comité Central » et « qu'il pouvait retourner à son usine ».

Le secrétariat du parti prétend maintenant que Béors a été écarté parce que, sous le coup d'accusations graves, il est déféré devant la Commission de Contrôle.

Il est vrai que depuis de longs mois, Béors est l'objet d'une abominable campagne de calomnies, comme il est de plus en plus coutume d'en mener contre l'opposition en Russie et dans toute l'Internationale.

Mais, c'est Béors qui, pour balayer ces calomnies, a demandé *lui-même*, à plusieurs reprises d'être traduit devant la Commission de Contrôle.

Et celle-ci, au moment où Béors est écarté arbitrairement du Comité Central, n'a pas encore rendu son verdict sur le fond de l'affaire.

Avec de telles méthodes, la calomnie devient toute-puissante. Plus besoin de preuves du moment qu'il s'agit d'un oppositionnel.

Voilà comment le noyau dirigeant du parti traite un ouvrier d'usine, membre du Comité Central, coupable seulement de ne pas se courber servilement devant l'opportunisme de Staline et de ses partisans en France.

Pseudo-Comité Central de surprise

Les convocations adressées à ceux qu'on n'avait pas osé ouvertement écarter, ne portaient aucun ordre du jour.

Alors que les questions les plus graves se posent devant le parti et devant l'Internationale, aucun document permettant leur étude approfondie n'a été remis préalablement aux membres du Comité Central.

En revanche, les privilégiés ou les chanceux qui parvinrent jusqu'au pseudo-Comité Central, reçurent un paquet de documents majoritaires si volumineux — plusieurs centaines de pages — que leur lecture attentive aurait demandé plusieurs jours de travail.

Assemblée irrégulière : décisions non valables

Ce pseudo-Comité Central ne saurait aux yeux d'aucun membre honnête de notre parti, être assimilé au véritable Comité Central, issu du Congrès de Lille.

Il s'agit d'une Assemblée arbitrairement composée par le noyau dirigeant du parti, Assemblée irrégulière substituée par lui au Comité Central régulier.

Chaque membre honnête du parti proclamera *non valables* les décisions issues de cette Assemblée *irrégulière*.

Le fait d'avoir convoqué le Comité Central dès le deuxième jour au siège public de la région parisienne, montre d'ailleurs, il faut le noter en passant, le fiasco complet de l'effort ridicule de clandestinité accompli par la direction.

L'exclusion de Treint n'est pas valable

Et, c'est ce pseudo-Comité Central qui, entre autres décisions dont la plupart sont demeurées inconnues du parti, vient de prononcer l'exclusion de Treint du Comité Central.

Toutes les forces saines du Parti élèveront la protestation la plus énergique contre cette exclusion.

Tout d'abord, l'exclusion de Treint, du seul point de vue de la légalité communiste, est *antistatutaire*.

Si, dans le passé, des mesures analogues furent prises, c'était, non en violation de statuts communistes, mais en violation des vieux statuts social-démocrates qui contredisaient ceux de l'Internationale.

Le Congrès de Lille a mis les statuts du parti en harmonie avec ceux de l'Internationale, et, une année s'est à peine écoulée, que la direction opportuniste de notre parti français, dans l'intérêt du groupe Staline, viole déjà délibérément la charte du parti.

Treint a communiqué à Leboursier, membre du parti, un document non secret, rédigé par lui et adressé à l'Exécutif de l'Internationale. Bien que cet acte n'ait aucun caractère fractionnel, Treint a été blâmé par le Comité Central du mois d'août. Cet acte ne saurait donc servir de base à l'exclusion.

Il est faux que Treint ait eu des pourparlers avec le groupe Ruth Fischer ou avec les bordiguistes français.

Il est faux que Treint ait essayé de se procurer les adresses de militants syndicaux.

Il est faux que Treint ait eu des pourparlers avec l'appareil de l'ARAC pour soutenir sa politique.

Toutes ces accusations ne reposent *sur rien*. Elles n'ont été lancées que pour faire pression sur les membres du Comité Central afin de leur arracher plus facilement l'exclusion de Treint.

Pas de sanctions contre l'ouvrier Gaston Faussecave

La plus caractéristique de ces accusations sans fondement, c'est celle qui consiste à faire porter à Treint la responsabilité de la brochure publiée par le camarade Gaston Faussecave, brochure reproduisant d'importants documents de l'opposition russe.

L'acte d'indiscipline commis par Gaston Faussecave, ne saurait être jugé du seul point de vue formel. Les véritables responsables de cet acte, sont nos dirigeants opportunistes, qui au mépris de leurs engagements précis et répétés, se sont refusés à fournir au parti, qui a exprimé des dizaines de fois sa volonté de les connaître, les documents essentiels de l'opposition russe.

Ce n'est pas contre Gaston Faussecave qu'il faut prendre des sanctions, mais contre ceux qui *cachent* la vérité au parti.

Contre l'exclusion de Treint du Comité Central

En face du pseudo-Comité Central irrégulier de novembre, en face des procédés scandaleux de pression et de mensonge par lesquels fut arrachée l'exclusion de Treint, refusée par le Comité Central régulier de septembre, nous proclamons cette exclusion nulle et non avenue, et nous en appelons contre elle au parti tout entier, exactement informé et régulièrement consulté.

En dépit de tous les prétextes invoqués pour écarter Treint du Comité Central, la véritable raison de cet acte éhonté d'arbitraire doit être recherchée dans la déclaration politique qu'il a adressée au mois d'août dernier à la fois au Comité Central de notre parti et à l'Exécutif de l'Internationale, déclaration qui se prononçait de façon énergique contre la politique du groupe Staline en Chine et en U.R.S.S.

Nous nous proclamons *solidaires* des opinions politiques exprimées par Treint dans sa déclaration.

La plate-forme de l'opposition française

Devant les fautes opportunistes de plus en plus graves, devant les mesures de répression de plus en plus arbitraires et toujours plus ouvertement scissionnistes du groupe Staline en U.R.S.S. comme dans toutes les sections de l'Internationale, nous considérons comme notre devoir impérieux de communistes, d'exprimer pour être soumis à l'examen de tout le parti, no

tre point de vue sur les grandes questions d'ordres national et mondial qui se posent devant toute l'Internationale.

Nous devions déposer au dernier Comité Central notre plate-forme.

Notre document serait déjà entre les mains de la direction, si les procédés irréguliers et scandaleusement arbitraires employés par le noyau dirigeant, n'avaient empêché la tenue d'un Comité Central régulier.

Pas de véritable discussion si l'on exclut les contradicteurs

Les menaces d'exclusion du parti, brandies à la fin de la résolution du dernier pseudo-Comité Central contre divers camarades, coupables de s'être solidarisés avec l'opposition russe, montrent la volonté arrêtée de la part des dirigeants opportunistes, en France comme de la part du groupe Staline en U.R.S.S., de vider le parti de tout élément oppositionnel et léniniste, avant d'instituer la discussion sur la politique opportuniste et scissionniste pratiquée sciemment, ici comme là-bas.

La preuve en est fournie d'une manière indiscutable par la décision prise de commencer dans le parti français la discussion sur les exclusions de Trotsky et de Zinoviev, *seulement après* que le Congrès du parti russe, préparé à la Staline, aura aggravé le régime des exclusions en masse, permettant ainsi, en pratique, d'achever la scission.

Pas de diversion

Le parti français doit s'élever contre toute manœuvre de diversion tendant à masquer le péril *imminent* de la scission que Staline *se prépare à achever*.

La « Lettre Ouverte » adressée aux membres du parti par le dernier pseudo-Comité Central, est un exemple typique de ces manœuvres de diversion.

Cette « Lettre Ouverte » ne reconnaît tardivement et insuffisamment une faible partie des fautes commises, que pour illusionner à nouveau les ouvriers qui commencent à voir clair, pour les rallier à la direction opportuniste du parti, et pour détourner leur attention de la scission que Staline veut mener jusqu'au bout, en U.R.S.S. d'abord, dans l'Internationale ensuite.

Le Congrès russe de la scission staliniste

En U.R.S.S., la préparation du 15e Congrès du parti russe se fait dans des conditions qui sont un défi à tout le passé bolchévique du parti.

La masse communiste ne connaît rien des opinions politiques de l'opposition. A la discussion, Staline substitue une abominable campagne de calomnie dans toute l'Internationale.

L'opposition léniniste n'a rien de commun avec le complet des gardes-blancs monté de toutes pièces par un agent provocateur de Staline.

L'*Humanité* a publié l'article ignominieux de Vaillant-Couturier à ce sujet. Mais elle *cache* le démenti accusateur, net et catégorique de Zinoviev et de Trotsky.

Le pseudo-Congrès du parti russe qui va se réunir le 1er décembre, est préparé en dehors de toute discussion, par les exclusions en masse, les emprisonnements, les campagnes de calomnies et les mesures d'exil.

Appuyé sur un appareil entièrement bureaucratisé, qui en réalité prend seul les décisions et impose au parti les idées de la fraction dirigeante, Staline a pu déclarer aux délégations ouvrières comprenant des sans-parti, des socialistes et des confédérés, que l'opposition n'aurait pas de délégués au 15e Congrès.

Personne ne peut nier cependant que l'opposition dans notre parti-frère de l'U.R.S.S. compte de nombreux partisans. Un Congrès qui ne serait pas convoqué sous le signe de la Gué-Pé-Ou, traquant non plus les contre-révolutionnaires, mais les véritables communistes, serait capable de travailler au redressement indispensable et urgent au sein du parti russe.

Mais, Staline, pour maintenir sa politique opportuniste, en dépit du mécontentement grandissant des ouvriers et des paysans pauvres, se débarrasse par tous les moyens de tous les éléments révolutionnaires avertis du parti russe, et s'apprête à dicter au 15e Congrès les mesures lui permettant d'achever la scission.

Debout contre la scission staliniste !

Le salut à l'heure actuelle, pour le parti russe, pour l'Internationale et pour la Révolution russe, est entre nos mains.

Tous les éléments sincèrement révolutionnaires doivent se dresser de toute leur énergie contre la scission voulue par Staline en U.R.S.S., en France et dans toute l'Internationale.

Il ne faut permettre à personne de faire du parti de Lénine un parti opportuniste, vidé de ses éléments de gauche et amputé de deux de ses meilleurs chefs.

Il ne faut pas permettre que l'Internationale soit dirigée de plus en plus par d'anciens menchévicks et social-démocrates à la Martinov et à la Sméral.

A l'heure présente, la plus grave responsabilité pèse sur chacun de nous.

Avant que le crime soit consommé, nous jetons le suprême cri d'alarme.

Nous sommes persuadés que tous les éléments sains de notre parti, que tous les militants sincèrement révolutionnaires élèveront la voix sans plus tarder et sauront se faire entendre.

A BAS LA SCISSION STALINISTE ! VIVE L'UNITE LENINISTE INTERNATIONALE !

Paris, le 22 novembre 1927.

Henri BARRÉ,
BEORS,
Marguerite FAUSSECAVE,
Suzanne GIRAULT,
Albert TREINT.

(Membres du Comité Central)

Plate-forme de l'opposition française

La présente plate-forme avec son additif, est transmise à la direction du parti pour être soumise à la discussion du parti.

Au cours de la discussion, elle pourra être précisée, conformément aux suggestions de tous ceux qui, se plaçant sur le terrain du léninisme authentique, seront en accord avec elle sur les questions fondamentales qui se posent devant toute l'internationale communiste.

Henri Barré;
Louis Beors;
Marguerite Faussecave;
Suzanne Girault;
Albert Treint.

Membres du Comité Central.

Cette plate-forme contient :

1. — *L'additif, édité en tract et adressé sous forme d'appel, à tous les membres du parti, le 22 novembre 1927.*

2. *La plate-forme elle-même, en date du 7 novembre 1927.*

Elle comprend les parties suivantes:

I. — *La situation internationale.*

II. — *La défaite de la Révolution*

III. — *Le Comité anglo-russe et la Lutte contre la guerre.*

IV. — *Les bases sociales de la déviation staliniste.*

V. — *La politique communiste dans le mouvement syndical.*

VI. — *La situation en U.R.S.S.*

VII. — *La situation dans le parti russe et dans l'Internationale.*

VIII. — *La situation en France.*

IX. — *Propositions pratiques.*

X. — *Pour l'unité bolchevique du parti russe et de l'Internationale.*

Plateforme de l'Opposition Française

1° La situation internationale

CARACTERE PRECAIRE DE LA STABILISATION CAPITALISTE

Le développement de la situation internationale montre le caractère de la stabilisation capitaliste.

La situation internationale est caractérisée par les traits suivants :

1° *Renforcement de l'offensive capitaliste*

Dans les métropoles : rationalisation, chômage total et partiel, attaque contre les salaires, attaque pour l'allongement de la journée de travail, répression croissante contre les organisations défendant les intérêts ouvriers.

Dans les colonies : lutte pour le renforcement de l'exploitation impérialiste, agression directe ou indirecte contre les mouvements émancipateurs (bombardement de Nankin, coups d'Etat contre-révolutionnaires des généraux chinois).

2° *Résistance croissante des masses et parfois passage à l'offensive*

Par exemple : lutte Sacco-Vanzetti dans le monde entier, insurrection viennoise, révolution chinoise.

3° *Renforcement des rivalités impérialistes*

A l'intérieur de l'Europe : rivalités autour de la Méditerranée et des Balkans, rivalités entre Cartels industriels ou à l'intérieur de ceux-ci.

Hors d'Europe : rivalité mondiale des Etats-Unis et de l'Angleterre, lutte pour le pétrole entre la Standard Oil et la Royal Dutch, conférence navale tripartite : Etats-Unis, Angleterre, Japon.

Des regroupements s'opèrent entre puissances capitalistes en vue des luttes futures. En Europe, diverses tendances se manifestent : pour le Bloc continental, pour l'alliance avec l'Angleterre, pour la soumission aux Etats-Unis. Hors d'Europe, le Japon joue son jeu entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

A l'intérieur du monde capitaliste, le fait dominant de la période actuelle est le développement de l'impérialisme des Etats-Unis à une vitesse vertigineuse, distançant l'ensemble des autres impérialismes, dont les uns croissent et les autres déclinent à une allure beaucoup moins vive. Le marché intérieur des Etats-Unis approche de son point de saturation. L'allure du développement impérialiste des Etats-Unis ne peut se maintenir que par une lutte acharnée pour les marchés extérieurs : querelle douanière avec la France, règlement des dettes, resserrement et suppression des crédits aux pays concurrents, etc.

4° *Renforcement et passage au premier plan de la lutte contre l'U. R. S. S., en tant qu'Etat prolétarien.*

A l'intérieur de l'U. R. S. S., croissance des forces de réaction thermidorienne qui sont le prolongement du capital mondial.

A l'extérieur, rupture des relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Union, lutte de la réaction française pour la rupture politique impérialiste d'encerclement et d'agression contre l'Union.

DANGERS DE GUERRE COURSE AUX ARMEMENTS

Dans cette situation, la course aux armements terrestres et navals, la préparation méthodique à la guerre totale, se poursuivent fiévreusement à travers le mensonge pacifiste bourgeois de la Société des Nations et des Conférences de désarmement. Ainsi se prépare la guerre civile contre le prolétariat, les agressions coloniales, les futures guerres des impérialismes entre eux, et avant tout l'agression contre l'U. R. S. S.

DANGERS DE GUERRE CONTRE L'U. R. S. S.

Dans l'ensemble du monde, la lutte fondamentale, c'est la lutte entre, d'une part, l'ensemble des forces impérialistes et, d'autre part, l'ensemble des forces révolutionnaires dirigées par l'Internationale Communiste, considérée comme centre de la Révolution mondiale. Au premier rang des forces révolutionnaires, se place l'Union Soviétique en tant qu'Etat prolétarien.

Les rivalités impérialistes, tout en s'aggravant dans l'ensemble à l'intérieur du système capitaliste, entravent, mais n'empêchent pas de se développer les tendances à la formation d'un Bloc impérialiste contre l'U. R. S. S., chaque fois que la Révolution menace de s'étendre, ou *chaque fois qu'apparaissent des possibilités d'en finir avec le premier Etat prolétarien.*

L'Union Soviétique éprouve des difficultés pour dépasser son niveau économique d'avant-guerre. L'accumulation socialiste, encore à son début, ne peut fournir que lentement les capitaux nécessaires à l'industrialisation. L'allure du développement industriel, rapide au cours des dernières années où il ne s'agissait guère que de remettre en marche l'ancien appareil industriel, se ralentit brusquement lorsqu'il faut construire de nouvelles usines. C'est pourquoi l'Union Soviétique traverse une crise industrielle, économique, politique et sociale.

L'impérialisme mondial, en proie à de grandes difficultés, privé de la possibilité d'exploiter l'immense marché russe, l'impérialisme britannique en tête, menacé dans son empire colonial par le rayonnement de la Révolution russe, guette depuis longtemps l'Union Soviétique à ce tournant difficile, utilise ses difficultés intérieures et lui suscite des difficultés extérieures.

LA POLITIQUE DU GROUPE STALINE AGGRAVE LE DANGER

A l'intérieur, la politique du groupe Staline n'oppose pas une résistance suffisante à la croissance des éléments de réaction thermidorienne. A l'extérieur, en la freinant, elle a mené la Révolution chinoise à la défaite, elle a capitulé complètement en avril 1927, à Berlin, devant le Conseil général traître des Trade-Unions.

Cette politique opportuniste désorganise les forces révolutionnaires, entrave la lutte des masses, accroît l'audace des impérialistes, et, de capitulation en capitulation, aggrave sans cesse le danger de guerre contre l'U. R. S. S.

2° La défaite de la Révolution chinoise

IMPORTANCE DE LA REVOLUTION CHINOISE

Marx et Engels, puis Lénine, ont marqué fortement l'importance de la Révolution chinoise, qui, arrachant à l'impérialisme une des principales bases de son exploitation coloniale, ferait mûrir la Révolution en Angleterre et sur le Continent. Le développement de la Révolution chinoise augmentait nos forces contre l'impérialisme et constituait un des éléments de la sécurité de l'U. R. S. S. La défaite de la Révolution chinoise affaiblit l'Union Soviétique.

LES PRINCIPES POSES PAR LE 2° CONGRES MONDIAL

En ce qui concerne l'activité révolutionnaire dans les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux, le 2e Congrès mondial, sous la direction de Lénine, a posé les principes suivants :

1° *Indépendance des partis communistes*, même aux colonies ;

2° *Indépendance du mouvement ouvrier*, « même sous sa forme la plus embryonnaire », vis-à-vis de la bourgeoisie nationale ;

3° *Lutte du prolétariat pour l'hégémonie dans le mouvement d'émancipation nationale*, même dans la phase où la Révolution nationale ne peut encore s'assigner immédiatement que des objectifs démocratiques bourgeois. Ce principe comporte le développement de la lutte des classes à l'intérieur du mouvement national ;

4° *Propagande incessante de l'idée des Soviets*, considérés comme une forme d'organisation de la lutte des masses susceptibles de s'adapter aux conditions pré-capitalistes (féodalité, artisanat) ;

5° *Création des Soviets aussitôt que possible ;*

6° *Possibilité du développement non-capitaliste des pays arriérés coloniaux et semi-coloniaux.* — L'application des principes ci-dessus rappelés devait permettre de développer les pays arriérés vers le socialisme, en évitant la phase capitaliste, à condition que les mouvements nationaux-révolutionnaires jouissent du soutien le plus entier de l'U. R. S. S. et des prolétariats des pays capitalistes avancés. Faute de respecter ces principes, le mouvement national, sous l'hégémonie de la bourgeoisie prend, *non un cours bolchevique*, mais un *cours kemaliste*, et, comme en Turquie, se fixant dans la phase bourgeoise, devient, pendant cette période, un instrument de l'impérialisme.

De ces principes de stratégie révolutionnaire, le 2e Congrès mondial tirait les principes tactiques suivants :

Dans les pays arriérés soumis au joug de l'impérialisme étranger, l'*alliance du prolétariat indigène avec la bourgeoisie nationale* est possible, mais n'est possible que si *les deux conditions suivantes sont remplies* :

1° *La bourgeoisie nationale lutte effectivement contre l'impérialisme ;*

2° *La bourgeoisie nationale n'empêche pas le parti communiste de travailler à l'éducation, à l'organisation et à la préparation de l'action révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes.*

LE GROUPE STALINE A VIOLE LES PRINCIPES DU 2° CONGRES MONDIAL

Tous ces principes *ont été violés* par le groupe Staline, malgré les efforts de l'opposition pour les faire respecter.

Pour masquer cette violation, le groupe Staline a lancé des accusations *fausses* contre l'opposition. (Accusation de vouloir sauter par-dessus la phase démocratique bourgeoise. Accusation de vouloir sortir du K. M. T., etc.)

Pour masquer cette violation, le groupe Staline, invoquant la situation *originale* de la Chine, a repoussé la comparaison avec 1905, comparaison faite par Lénine et confirmée par Losowsky en mai dernier, lors de son voyage en Chine. Admettre cette comparaison, c'eût été ouvrir les yeux des ouvriers russes.

Principes violés :

1° *Indépendance du parti communiste chinois*

Le parti chinois s'est *subordonné* à la bourgeoisie nationale dans le K. M. T. (Renonciation à critiquer le K. M. T. à l'extérieur. Renonciation à critiquer le Sun-Yat-Sénisme, doctrine du libéralisme bourgeois. Renonciation à exiger la reconnaissance légale du parti. Renonciation à recruter dans certains cas. Renonciation à créer un appareil illégal de combat. Renonciation à armer les ouvriers. Interdiction *par Moscou* de créer des cellules dans l'armée nationale. Opposition sourde *de Moscou* à la création d'un journal quotidien, arme cependant nécessaire en pleine révolution.)

2° *Indépendance du mouvement ouvrier*

Le parti chinois a usé de son influence pour soumettre le mouvement ouvrier aux exigences du Gouvernement de la bourgeoisie nationale. (Interdiction de faire de la politique dans les Ligues Paysannes. Interdiction aux syndicats d'arrêter les ennemis de la Révolution. Interdiction des piquets ouvriers. Désarmement des ouvriers, etc.)

3° *Lutte du prolétariat pour l'hégémonie*

Le parti chinois a freiné la lutte de classe menée par le prolétariat pour conquérir l'hégémonie dans le mouvement d'émancipation nationale. Il a couvert de son silence la répression bourgeoise. (Premier coup d'Etat de Chang-Kai-Chek le 20 mars 1926. Fusillades d'ouvriers à Ou-Tchéou en août 1926, à Canton dans l'atelier du chemin de fer. A Mi-Ti-Tchen, 10 tués en octobre et en novembre 1926. A Houan, organisation paysanne détruite, pendaison de son chef. Répression des grèves de Canton et de Ouhan. En janvier 1927, à Canton, coup d'Etat du général Li-Ti-Tsin. En février 1927, dissolution des organisations ouvrières par l'école militaire de Chang-Kai-Chek, etc... Interdiction de faire grève. Arbitrage obligatoire dans les conflits entre patrons et ouvriers.)

Toute cette politique, violant le principe de l'indépendance du parti chinois, le principe de l'indépendance du mouvement ouvrier et de sa lutte pour l'hégémonie, a été *inspirée* par le groupe Staline. Le groupe Staline *a caché* les faits. *Il a faiblement critiqué la politique qu'il avait inspirée, seulement après la défaite.*

La délégation internationale dont faisait partie le camarade Doriot, en acceptant d'être reçue officiellement par le général Li-Ti-Tsin immédiatement après son coup d'Etat, a donné l'investiture de l'Internationale Communiste à Li-Ti-Tsin au moment même où il se livrait à la plus féroce répression contre les ouvriers.

4° *Propagande incessante de l'idée des Soviets*

Le groupe Staline a interdit cette propagande, dans le moment même où elle pouvait aboutir à la création de Soviets.

5° *Création des Soviets*

Le groupe Staline a interdit de créer des Soviets en plein essor du mouvement révolutionnaire. Quand les Ligues paysannes faisaient la Révolution agraire et fonctionnaient comme de véritables Soviets, le groupe Staline a prescrit de limiter la Révolution agraire. Tan-Pin-San, ministre communiste de l'Agriculture, a pris la tête d'une expédition contre la Ré-

volution agraire, pour la limiter et il ne fut désavoué qu'*après coup*. En exploitant les directives du groupe Staline, le Gouvernement de Ouhan a mené la lutte armée contre la Révolution agraire. Sur place, généraux et officiers de l'armée nationale, qui sont presque tous de grands propriétaires fonciers, ont non seulement *limité*, mais *écrasé* la Révolution agraire et les Soviets paysans.

6° *Possibilité du développement non-capitaliste de la Chine*

La violation de tous les principes précédents a favorisé la victoire de la bourgeoisie nationale sur le prolétariat, et cette victoire tend à fixer la Chine dans la phase capitaliste. La lutte ultérieure du prolétariat et de la paysannerie est ainsi rendue plus difficile. Seule, une politique juste, conforme aux principes du 2e Congrès mondial eut permis de lutter efficacement pour le développement non-capitaliste de la Chine, pour le développement de la Chine vers le socialisme en évitant la phase capitaliste.

LE GROUPE STALINE A DEVELOPPE UNE IDEOLOGIE ANTI-MARXISTE ET ANTI-LENINISTE

Le groupe Staline a laissé justifier idéologiquement sa politique en capitulant complètement devant les théories menchéviques de Martinof, combattues autrefois par Lénine avec acharnement.

La lutte des classes a été présentée comme pouvant se résoudre en Chine dans des *Commissions d'arbitrage*, précisément au moment où la bourgeoisie nationale la résolvait à son profit par la force des armes.

La subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie nationale dans le K. M. T. a été présentée comme le « Bloc des Quatre Classes » (prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie et grande bourgeoisie). Le « Bloc des Quatre Classes », c'était, en réalité le Bloc des bourreaux bourgeois et des victimes ouvrières et paysannes.

Le Gouvernement du K. M. T. a été présenté, non comme le Gouvernement de la bourgeoisie nationale, contre lequel il fallait appeler les masses à lutter, mais comme « le Gouvernement du Bloc des Quatre Classes », auquel on appelait les masses en révolution à se soumettre.

Alors que le bolchevisme a formé des Soviets en 1905, alors que Lénine a proclamé qu'entre avril et octobre 1917, les Soviets avaient, à leur manière, réalisé *la dictature démocratique des ouvriers et des paysans* avant de devenir les organes de la *dictature du prolétariat*, le groupe Staline a affirmé dans sa résolution de l'Exécutif de mai dernier, que former des Soviets, c'est proclamer immédiatement la dictature du prolétariat. Et le camarade Doriot a ensuite développé longuement dans le parti français cette singulière affirmation démentie par l'histoire élémentaire des deux Révolutions russes, de la Révolution hongroise et de la Révolution bavaroise.

Se mettre à la remorque de la bourgeoisie libérale, s'incliner devant toutes ses exigences et capituler enfin devant elle pour l'empêcher de passer dans le camp de la Réaction et de l'Impérialisme, a été représenté comme une tactique bolchevique, alors qu'il s'agit là d'une rupture *de principe* avec tout l'enseignement de Marx et de Lénine, qui n'ont cessé de mettre en garde contre cette doctrine opportuniste et menchévique.

« CETTE POLITIQUE EST CRIMINELLE » (TROTSKY)

La politique du groupe Staline a sacrifié les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire les forces motrices essentielles de la Révolution chinoise à l'alliance avec la bourgeoisie nationale, et précisément au moment où celle-ci s'apprêtait à porter les coups décisifs à la Révolution.

« Cette politique est criminelle, a écrit Trotsky dans sa *Critique des thèses de Staline*. Avant de l'avoir condamnée impitoyablement, impossible de faire un pas en avant. »

3° Le Comité anglo-russe et la lutte contre la guerre. La trahison de la grève générale anglaise.

Le Comité anglo-russe était *un bloc politique* entre les *deux organisations syndicales* les plus puissantes du monde : La C. G. T. russe dirigée par le parti bolchevique et les Trade-Unions dirigées par le Labour Party.

Au cours de la grève générale, la C. G. T. russe aurait dû dénoncer sans merci l'élaboration de la trahison, alors que le Conseil général se refusait à recevoir « l'argent maudit » des syndiqués russes.

Quel aurait été le cours des événements si nous avions pratiqué cette politique véritablement bolchevique, nul ne peut le prévoir avec exactitude. Mais ce qui est absolument certain, c'est que de larges couches d'ouvriers anglais auraient été ainsi éclairées par nous.

Si, sous notre critique, l'afflux des masses anglaises vers nous eût été suffisamment rapide, le refus de rester plus longtemps à côté des chefs traîtres eût permis, dans des circonstances aussi favorables, d'accélérer encore l'afflux de ces masses vers nous au cours même de l'action.

En tout cas, après la trahison de la grève générale, le Comité anglo-russe *n'était plus viable*, les chefs réformistes et traîtres d'Angleterre engagés à fond dans le camp de l'impérialisme britannique ne pouvant supporter *sans rompre* la critique *véritablement bolchevique*.

Après la trahison, il aurait fallu continuer à critiquer *sans merci* les traîtres de droite, et *davantage encore les traîtres de gauche*, les plus dangereux parce qu'habiles à cacher leur trahison sous la phrase révolutionnaire.

Au moment où le Conseil général aurait pris l'*initiative de la rupture*, il aurait fallu dénoncer avec plus de force que jamais *leur politique scissionniste, conséquence de leur politique de trahison*.

La lutte contre les chefs traîtres et scissionnistes, portée au sein des masses anglaises, eût permis d'enrayer tout mouvement de désertion des syndicats, d'arracher de nouvelles couches ouvrières à l'influence des chefs traîtres et de nous lier internationalement avec elles.

VERS LA CAPITULATION

Au lieu de mener cette politique, le groupe Staline a constamment atténué la critique vis-à-vis des chefs traîtres, et en particulier la critique vis-à-vis des chefs traîtres de gauche, afin de maintenir *à tout prix* le Comité anglo-russe.

Le groupe Staline a été ainsi de renoncements en renoncements. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire les résolutions adoptées par les Conférences anglo-russes de Paris en juillet 1926, de Berlin en août 1926, ainsi que les articles parus à ce sujet dans notre presse communiste internationale.

La politique du groupe Staline a trouvé son achèvement à la Conférence de Berlin du Comité anglo-russe au début d'avril 1927.

LA CAPITULATION DE BERLIN

La résolution de Berlin constitue une capitulation *de principe*.

Il est inadmissible de reconnaître le Conseil général traître comme « l'unique représentant et porte-parole » du mouvement syndical de Grande-Bretagne. Et cela, précisément au moment où le Conseil général réprime avec la plus grande brutalité le mouvement minoritaire.

Il est inadmissible de renoncer à critiquer le Conseil général, de renoncer « à porter atteinte à son autorité », de renoncer à s'occuper des « affaires intérieures » du mouvement syndical anglais. Et cela précisément au moment où le Conseil général se sert de son autorité pour freiner la lutte ouvrière anglaise contre le Bill anti-syndical et contre le Gouvernement Baldwin, qui prépare la guerre contre l'U. R. S. S.

LES CONSEQUENCES DE LA CAPITULATION DE BERLIN

Le Comité anglo-russe a joué le rôle non « d'un pont vers les masses » anglaises, mais celui « d'un mur » entre ces masses et nous.

Les syndicats russes, eux qui représentent les ouvriers les plus directement menacés par la guerre contre l'U. R. S. S., renonçant à appeler *eux-mêmes* les ouvriers anglais à leur secours, toute la lutte ouvrière contre la guerre s'est trouvée freinée dans le monde entier.

Le Gouvernement Baldwin a senti croître son audace. La capitulation de Berlin a facilité l'agression contre les institutions soviétiques à Pékin et à Londres, ainsi que la rupture des relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Union Soviétique.

LA THEORIE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES DE BOUKHARINE

A l'Exécutif de mai dernier, Boukharine a tenté de justifier la capitulation de Berlin par la théorie des circonstances exceptionnelles.

Selon cette théorie, il y aurait des circonstances *exceptionnelles* où nous serions obligés *de faire infraction à nos principes* afin de ménager *les intérêts diplomatiques de l'U. R. S. S.*

Cette théorie oppose *faussement*, d'une part les intérêts diplomatiques de l'U. R. S. S., qui nécessiteraient une infraction aux principes bolcheviques, et, d'autre part, les intérêts du prolétariat international, qui, eux, requièrent l'application des principes bolcheviques.

Or, plus les circonstances sont *exceptionnellement graves*, et plus Lénine a proclamé toujours que les intérêts de l'Etat prolétarien et les intérêts du prolétariat international, loin de s'opposer, sont, au contraire, indissolublement liés les uns aux autres.

Les circonstances *exceptionnelles* invoquées par Boukharine, c'est la menace de guerre.

Contrairement à la théorie de Boukharine, l'Union Soviétique doit se défendre par les méthodes révolutionnaires propres à l'Etat prolétarien, le seul qui puisse rechercher le salut dans le développement de la lutte des classes vers la Révolution mondiale, et non comme le pense Boukharine, par les méthodes d'étroitesse nationale que les autres Etats emploient pour se préserver d'une agression.

Kautsky, qui est devenu le chef idéologique de la 2e Internationale, en face de la guerre, considérée comme circonstance exceptionnelle, préconisait l'abandon de la lutte des classes et le Bloc avec la bourgeoisie.

Boukharine, en face de la menace de guerre, considérée par lui comme circonstance exceptionnelle, préconise des infractions à nos principes de lutte de classe, et le Bloc *à tout prix* par en haut seulement avec les chefs réformistes.

C'est la voie du revisionnisme.

LA THEORIE DE BOUKHARINE TOURNE LE DOS A LA REVOLUTION MONDIALE

Lorsque Lénine faisait des concessions à la bourgeoisie, il négociait avec le patron directement et non par l'intermédiaire des laquais menchéviques.

Les concessions de Lénine portaient sur l'argent et les territoires, *jamais sur les principes*. En échange, Lénine gagnait le temps nécessaire pour mobiliser de nouvelles couches ouvrières et pour augmenter les forces révolutionnaires dans le monde entier.

Les concessions du groupe Staline aux Purcell et autres laquais de Chamberlain, *portent sur les principes*. Sans rien recevoir, Tomsky renonce à appeler au secours les ouvriers anglais et diminue ainsi les forces révolutionnaires dans le monde entier.

Si la menace de guerre est une circonstance *exceptionnelle*, selon Boukharine, alors la guerre elle-même est une circonstance *encore bien plus exceptionnelle*.

Selon la théorie de Boukharine, quand il s'agira, non plus de maintenir la paix menacée, mais de négocier le retour à la paix perdue, il faudra *bien davantage encore* prendre les Purcell et les Longuet comme courtiers de la paix et renoncer à appeler au secours les opprimés du monde entier.

Ceux-ci seront invités, *selon la théorie boukharinienne des circonstances exceptionnelles*, à ne pas gêner par le développement de leur activité révolutionnaire de classe, la singulière diplomatie du groupe Staline, diplomatie qui est en contradiction absolue avec les intérêts communs de l'Etat prolétarien et du prolétariat international.

Et en cas de guerre contre l'Union Soviétique, lorsque Staline, au nom de la théorie des circonstances exceptionnelles, prendra les agents de Chamberlain et de Poincaré dans le mouvement ouvrier comme courtiers chargés par lui de s'entremettre pour le rétablissement de la paix, lorsque Staline fera le Bloc avec Purcell et Longuet, comment donc Doriot, Semard, Murphy pourront-ils donc appeler les prolétariats de leurs pays respectifs à lutter contre les Purcell et les Longuet pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ?

Si la théorie boukharinienne des circonstances exceptionnelles pouvait trouver droit de cité dans l'Internationale Communiste, les partis affiliés pourraient l'invoquer dans toute guerre. Si l'on admet une telle théorie, pourquoi donc mener la lutte révolutionnaire, puisque toute nouvelle Révolution victorieuse en adhérant à l'Union Soviétique, créerait par là-même *des circonstances exceptionnelles*, susceptibles d'amener l'ennemi impérialiste en armes à se ruer sur l'Union Soviétique ainsi agrandie ? Ne vaut-il pas mieux renoncer à la Révolution mondiale, dans l'intérêt de l'U. R. S. S., entendu à la manière de Boukharine, c'est-à-dire *faussement*.

Il ne s'agit d'ailleurs nullement de dangers imaginaires.

Il est tout à fait remarquable que lors de l'insurrection viennoise, ni le parti communiste autrichien, ni l'Internationale Communiste n'ont évoqué, en cas de développement victorieux du mouvement, l'adhésion de la Révolution autrichienne à l'Union Soviétique. En Chine, le groupe Staline s'est opposé à la création des Soviets. La menace de l'agression impérialiste a servi à y justifier, non le bloc à tout prix avec les chefs réformistes traîtres, mais le Bloc *à tout prix* avec les traîtres bourgeois, généraux et chefs du K. M. T.

La théorie de Boukharine aboutit à renoncer à la Révolution mondiale.

COMMENT LE BOLCHEVISME AUTHENTIQUE LUTTE CONTRE LA GUERRE

Le bolchevisme authentique, celui de Lénine, nous a enseigné que l'avant-garde prolétarienne mène la lutte contre la guerre impérialiste, non en renonçant à mobiliser les masses pour la lutte des classes menée en direction de la Révolution mondiale, non en faisant le Bloc *à tout prix* avec les chefs traîtres, mais au contraire en dénonçant impitoyablement toutes les illusions réformistes. Pour s'en convaincre, il suffit de relire et de comprendre les instructions que Lénine donnait en 1922 à la délégation russe se rendant à la Conférence réformiste pour la paix qui se réunissait à La Haye.

4° Les bases sociales de la déviation staliniste.

LES TENDANCES DES DIVERSES CLASSES DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'U. R. S. S.

Koulaks, nepmen, bourgeoisie ancienne et nouvelle, cherchent à échanger leur participation éventuelle à la défense de l'Union Soviétique contre des concessions économiques et politiques qui, peu à peu, feraient perdre à celle-ci son caractère d'Etat prolétarien. (Main-mise sur les organes économiques et financiers. Main-mise sur les Soviets par l'extension du droit de vote, etc.). En même temps, ces éléments ne renoncent nullement, dans des circonstances favorables, à l'appui armé de l'impérialisme étranger pour restaurer le capitalisme.

A l'autre pôle social, se trouvent les ouvriers les plus conscients, qui, dans les problèmes de la politique extérieure et intérieure, restent fidèles à l'enseignement et à l'esprit de Lénine.

Entre ces deux pôles, la masse énorme de la petite bourgeoisie et de la paysannerie travailleuse se demande si l'action révolutionnaire à l'étranger ne va pas exciter l'impérialisme contre l'U. R. S. S., si, en face des périls de guerre, nous sommes assez forts avec le seul appui des partis communistes, s'il ne faut pas aussi rechercher l'appui des chefs réformistes, même en leur faisant des concessions, et si la reconstruction et le développement économique de l'U. R. S. S. ne justifieraient pas, après tout, ce changement de politique.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GROUPE STALINE

Par mille infiltrations quotidiennes, ces états d'esprit pénètrent nos institutions soviétiques qui baignent dans un océan de paysannerie et de petite bourgeoisie. Ces états d'esprit finissent par gagner certains cercles de notre parti russe et même par exercer sur ses organismes dirigeants une pression croissante

Au lieu d'opposer une ferme politique de classe à la croissance d'influence des éléments thermidoriens : koulaks, nepmen, bourgeoisie ancienne et nouvelle, bureaucrates, le groupe Staline cède à la pression des couches moyennes : petite bourgeoisie et paysannerie travailleuse, cède à leurs états d'esprit, et au lieu de les entraîner, les suit dans toutes leurs hésitations.

Ces couches moyennes, sentant leurs hésitations gagner notre camp, perdent confiance en nous et se tournent vers les koulaks, les nepmen, les bourgeois, sollicités eux-mêmes dans le sens du capitalisme mondial. Ainsi, la politique du groupe Staline compromet notre alliance avec la masse essentielle de la paysannerie, alliance qui est la base de la dictature du prolétariat.

Frappant *à gauche* contre l'opposition léniniste qui dénonce le péril, cette politique affaiblit à l'intérieur et à l'extérieur les forces révolutionnaires qui sont la meilleure défense de l'U. R. S. S., et, en même temps, elle accroît l'audace des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, qui, eux, savent très bien distinguer entre les compromis, inévitables tant que coexistent l'Union Soviétique et le capitalisme, et les capitulations continuelles qui diminuent sans cesse nos forces.

LE BILAN PASSIF DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GROUPE STALINE

Derrière la capitulation de Chine et la capitulation de Berlin, se cache le recul devant l'impérialisme en général, et devant l'impérialisme britannique en particulier.

Encouragée, la réaction en France a réclamé insolemment le rappel de Rakowsky, et dans la perspective, la rupture des relations diplomatiques.

En face de cette campagne, la *Pravda* a gardé le silence pendant dix jours et *l'Humanité* pendant trois semaines — l'élève exagère toujours les leçons du maître.

Puis, pour endiguer tardivement cette campagne, le groupe Staline a reconnu qu'il doit « régler les emprunts d'avant-guerre émis par les anciens gouvernements russes ». C'est, en dépit des dénégations de pure forme de la *Pravda*, *la reconnaissance des dettes tzaristes*.

Le groupe Staline a offert pour rembourser les créanciers français, *davantage* que ne donnent à ceux-ci l'Etat français ou le Kemalisme turc pour rembourser leurs dettes.

Et, comme il était facile de le prévoir, cela n'a pas empêché, bien au contraire, le gouvernement français d'exiger et d'obtenir le rappel de Rakowsky.

Sous l'influence du groupe Staline, l'I. C. a observé une attitude d'expectative dans le soulèvement lithuanien contre la dictature fasciste de Voldemaras, et elle a freiné l'activité du parti communiste lithuanien.

La politique extérieure du groupe Staline sacrifie à des combinaisons diplomatiques parfaitement incompréhensibles du point de vue ouvrier, la lutte mondiale des classes en direction de la Révolution. Cette politique de capitulation est *faussement* représentée comme l'habileté manœuvrière du bolchévisme défendant par des moyens diplomatiques le pays où se construit le socialisme. Cette politique de capitulation, qui, transformant les syndicats en instruments diplomatiques affaiblit l'U. R. S. S., est *faussement* représentée comme la lutte pour l'Unité syndicale.

5° La politique communiste dans le mouvement syndical mondial.

LE GROUPE STALINE FAUSSE LA POLITIQUE SYNDICALE DU COMMUNISME

Utiliser les syndicats comme instruments diplomatiques, en y faisant une politique s'écartant du communisme et opposant *faussement* les intérêts de l'U. R. S. S. à ceux du prolétariat international, c'est se condamner à faire une politique syndicale fausse, incompréhensible pour les ouvriers, impossible à expliquer devant eux.

De là, découle toute la série des résolutions tenues secrètes sur la politique syndicale internationale.

Il était impossible d'expliquer l'entrée systématique des Fédérations syndicales russes dans les Fédérations internationales correspondantes d'Amsterdam, entrée aboutissant à dissoudre la C. G. T. russe dans Amsterdam et à la dissocier de l'I. S. R. Il était impossible de faire comprendre comment la C. G. T. russe entrée morceau par morceau et *sans conditions* dans Amsterdam, il serait possible à la C. G. T. U. de ne pas entrer *sans conditions* dans la C. G. T.

Quand cette politique d'entrée des syndicats russes dans Amsterdam fut abandonnée, parce que dans le jeu diplomatique on misait sur le Comité anglo-russe et sur les tendances de « gauche » du Conseil général, futur traître à la grève générale anglaise, on ne pouvait pas davantage expliquer à la masse ouvrière ce changement de politique syndicale.

Le Comité anglo-russe a été présenté, non comme *un bloc politique*, servant de point d'appui temporaire dans la lutte pour l'unité syndicale, mais comme *une organisation syndicale* qu'il fallait maintenir à tout prix et autour de laquelle se ferait l'unité syndicale. Dans ces conditions, impossible évidemment, d'expliquer comment la renonciation à critiquer les chefs réformistes au sein de cette prétendue *organisation syndicale*, peut ne pas entraîner la renonciation à la critique des chefs réformistes dans *toutes* les organisations syndicales. D'ailleurs, *après sa trahison*, Purcell venant prendre la parole à Paris, a été présenté par *l'Humanité* du 26 juin 1927 comme un ami de la Russie Soviétique, et le 4 août 1927, Monmousseau a écrit sur Purcell un article leader élogieux ne contenant aucune critique.

L'UNITE SYNDICALE INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE DU GROUPE STALINE

Quand Boukharine, opposant *faussement* les intérêts de l'U. R. S. S. à ceux du prolétariat international, déclare qu'il y a des circonstances exceptionnelles où, en s'écartant de la lutte des classes, on peut se servir des syndicats comme d'instruments diplomatiques, il fournit des armes aux adversaires anarchistes et réformistes de l'unité syndicale.

Pour empêcher la critique de l'opportunisme staliniste par l'opposition léniniste, le groupe Staline mécanise à outrance le parti russe et l'Internationale. Ces méthodes bureaucratiques de mécanisation se transposent fatalement dans les syndicats gagnés à l'influence des communistes. Elles fournissent aussi des armes aux adversaires de l'unité syndicale et repoussent vers le néo-anarcho-syndicalisme de Monatte de bons ouvriers sincèrement révolutionnaires, mais ne comprenant pas qu'il faut redresser le parti, et non atténuer son rôle ou nier sa nécessité.

Ce qui nuit à l'unité syndicale, ce n'est pas l'affichage de l'influence communiste dans les syndicats, c'est le mauvais usage de cette influence, conséquence d'une politique fausse. Quand le parti et l'Internationale auront dans les syndicats une politique juste, servie par des méthodes justes, inspirant une croissante confiance aux ouvriers et aux syndiqués, alors on n'aura pas en général besoin de se cacher d'être communiste dans les syndicats. L'action clandestine des communistes dans les syndicats réactionnaires ne sera, comme Lénine l'a expliqué, que la réplique nécessaire à la répression ordonnée par les chefs réformistes, et cette action clandestine sera comprise de tout ouvrier conscient et honnête.

Au Plénum d'avril 1927 du C. C. russe, les chefs syndicaux stalinistes ont tenté d'expliquer la capitulation de Berlin, en disant qu'il est possible d'influer sur la masse des syndicats réformistes *seulement* par l'appareil syndical et que pour travailler avec cet appareil, il faut absolument *ne pas rompre avec les dirigeants*. Ainsi, en vertu de cette théorie, pour influer sur les masses syndicales anglaises il ne faudrait jamais rompre avec Purcell, et pour influer sur les masses syndicales françaises, il faudrait refaire la paix avec Jouhaux. Mais Purcell et Jouhaux exigent pour ne pas rompre ou pour faire la paix, la renonciation à la critique communiste.

Ainsi, la politique du groupe Staline, ou bien donne des armes aux adversaires de l'unité syndicale, ou bien ne conçoit l'unité syndicale que sur le plan réformiste, par la liquidation idéologique du communisme et de l'esprit syndicaliste vraiment révolutionnaire.

LA LUTTE BOLCHEVIQUE POUR L'UNITE SYNDICALE

Dans les syndicats comme ailleurs, les lignes essentielles de la politique bolchévique n'ont rien de secret, car le bolchévisme ne peut faire qu'une politique mettant les masses en mouvement et par suite pleinement compréhensible, au moins pour leurs meilleurs éléments.

De 1917 à 1920, quand montait dans le monde entier la vague révolutionnaire, quand nous étions en train de gagner la majorité dans les syndicats d'Amsterdam, les chefs réformistes ont exclu les organisations gagnées à l'influence révolutionnaire, organisé la scission pour se sauver, eux et la bourgeoisie, du péril de Révolution. Nous avons riposté en fondant l'I. S. R., et nous avons essayé d'emporter de front sur une base immédiatement révolutionnaire les positions réformistes.

Dans la période de dépression du mouvement ouvrier international, qui a suivi la défaite d'octobre 1923 en Allemagne, nous avons, *conformément à l'intérêt du prolétariat*, changé notre tactique. L'unité syndicale se réalisant à un niveau immédiatement révolutionnaire, n'était pas immédiatement possible. Mais il y avait des luttes partielles à mener pour résister à l'offensive capitaliste. Alors nous avons lutté pour l'unité syndicale sur la base de la lutte quotidienne et partielle, sous réserve de la reconnaissance du droit pour nous, comme pour les autres, de défendre notre opinion et d'évoquer nos perspectives par delà les luttes partielles, sous réserve aussi de pouvoir nous organiser en tendance pour faire triompher notre point de vue, tout en respectant la discipline syndicale dans la lutte effective contre l'ennemi de classe.

La lutte pour le maintien de l'unité ou pour le retour à l'unité syndicale, est une lutte longue et difficile, une lutte que les syndiqués des organisations réformistes, au fur et à mesure qu'ils s'éveillent à la conscience unitaire de classe, doivent mener sous la menace constante des exclusions et de nouvelles scissions, de la part des chefs réformistes d'Amsterdam.

Là où s'est faite la scission (France, Tchéco-Slovaquie, etc...) des groupes de gauche unitaire se forment, exprimant la nécessité de plus en plus impérieuse pour les ouvriers de lutter contre l'offensive capitaliste croissante. Publiquement, nous devons par notre critique, ferme et amicale vis-à-vis des ouvriers qui s'éveillent ou se réveillent à la conscience de classe, favoriser le développement et la consolidation de la gauche unitaire, qui doit devenir le centre de ralliement des forces révolutionnaires

à l'intérieur de l'organisation réformiste.

Le mouvement syndical est si complexe qu'il peut se présenter des cas *d'exception.* Par exemple, des syndicats élémentairement révoltés contre la trahison des chefs réformistes peuvent courir à l'autonomie ou à la scission, si les syndicats rouges les repoussent. Mais ces exceptions doivent être décidées dans nos rangs, par des dirigeants qui ne soient pas des adversaires masqués de l'unité syndicale, cachant par des phrases sur l'unité syndicale leur étroit esprit de conservatisme d'organisation.

Notre ligne, c'est la résistance à l'approfondissement de la scission syndicale, qui sépare les ouvriers réformistes de l'influence des ouvriers révolutionnaires. Notre ligne, c'est la lutte pour l'unité syndicale facilitant le développement de la lutte des classes. D'ailleurs, plus s'organisera *à l'intérieur des organisations réformistes* une gauche unitaire solide, plus cette gauche deviendra *un centre de ralliement révolutionnaire*, et moins il y aura d'exceptions à faire.

Et quand montera de nouveau la vague rouge, les centres de ralliement révolutionnaire à l'intérieur de l'organisation réformiste entraîneront irrésistiblement vers l'unité syndicale l'immense majorité des ouvriers décidés à la lutte, laissant de côté les chefs traîtres, la partie fidèle de l'appareil et une petite minorité d'ouvriers inconscients.

Pour nous, communistes, l'unité syndicale n'est pas un but en soi, mais un moyen de lutte de classe et de Révolution. Lénine nous a appris qu'on ne fait pas la Révolution sans avoir gagné la majorité de la classe ouvrière sur les points décisifs, ce qui comporte que nous gagnions la majorité des ouvriers syndiqués : Voilà pourquoi nous sommes contre les scissionnistes et pourquoi nous luttons à fond pour l'unité syndicale par toute voie non liquidatrice du communisme.

Il n'y a là rien que nous ne puissions proclamer devant la classe ouvrière. Et plus la répression exercée par les chefs réformistes oblige les communistes pris individuellement ou par petits groupes, à se livrer au travail révolutionnaire clandestin dans les syndicats réactionnaires, plus notre parti comme tel et notre Internationale comme telle, doivent proclamer devant le prolétariat leur politique syndicale redevenue juste, claire et compréhensible.

6° La situation en U.R.S.S.

LES ORIGINES SOCIALES DE LA POLITIQUE INTERIEURE DU GROUPE STALINE

La résistance de plus en plus insuffisante opposée à la croissance des éléments thermidoriens par le groupe Staline, explique, non seulement les déviations politiques de ce groupe dans le domaine de la politique extérieure, mais aussi dans le domaine de la politique intérieure.

Mais, si les origines sociales de la déviation staliniste sont les mêmes à l'intérieur qu'à l'extérieur, les résultats de la politique de Staline se manifestent dans le domaine de la politique intérieure d'une manière *moins apparente*, quoique *tout aussi profonde*, dans le domaine de la politique intérieure que dans le domaine de la politique extérieure. Il est plus facile de cacher les faits relatifs aux profonds changements sociaux qui s'accomplissent progressivement en U. R. S. S., que de cacher la défaite de la Révolution chinoise ou la Capitulation devant le Conseil général traître.

On ne peut examiner les statistiques officielles qu'avec un esprit critique très averti et très pénétrant D'abord parce que ces statistiques sont souvent élaborées par des bureaucrates qui, sous l'influence des éléments sociaux thermidoriens, ont intérêt à maquiller la vérité par des chiffres. De plus, les statistiques générales sont parfois « remaniées » en vue de justifier la fausse politique du groupe Staline et d'en masquer le caractère profondément opportuniste.

Mais, les statistiques ne sont pas les seuls moyens d'investigation dont nous disposions. Il vient un moment où la vérité ne peut plus se dissimuler sous les chiffres et où elle se fait jour dans la législation, dans les phénomènes industriels, économiques, syndicaux, sociaux et politiques, revêtant un caractère de plus en plus habituel et typique.

LES TENDANCES DES DIVERSES CLASSES EN POLITIQUE INTERIEURE

La lutte se poursuit entre deux tendances extrêmes : d'une part, la tendance thermidorienne qui cherche à entraîner l'économie de l'Union *dans la voie du développement capitaliste*, et d'autre part, la tendance véritablement bolchévique qui travaille à *la construction du socialisme.*

La première tendance est celle des koulaks, des nepmen, de la bourgeoisie ancienne et nouvelle. Aidé par les bureaucrates, elle trouve un point d'appui solide dans l'impérialisme, qui cherche à multiplier les liens avec elle et guette le moment d'accourir les armes à la main. Tant que n'apparaissent pas de possibilités immédiates d'en finir immédiatement avec le bolchevisme, la tendance thermidorienne se fixe sur les objectifs partiels et préparatoires : pénétration des coopératives, des Soviets et extension en sa faveur des droits politiques réservés jusqu'alors aux travailleurs.

Oustrialof, est à l'étranger le théoricien et le tacticien le plus averti de la tendance thermidorienne. Il préconise la lutte degré par degré pour *le capitalisme à échéances.*

A l'autre pôle se trouvent les ouvriers les plus conscients, qui en dépit des difficultés, se rangent toujours plus nombreux dans les rangs de *l'opposition bolchévique* dirigée par Zinoviev, Trotsky et Vouïovitch.

Entre ces deux pôles extrêmes, la masse mouvante de la petite bourgeoisie et de la paysannerie moyenne hésite, tourne les yeux vers le koulak à l'intérieur, vers les chefs réformistes à l'extérieur, craint la menace d'agression impérialiste, doute de l'efficacité des méthodes vraiment bolchéviques pour y faire face, s'intéresse au développement économique du pays « en général », sans lui donner ouvertement un contenu de classe précis. Toute cette masse trouve dans la théorie staliniste du « *Socialisme dans un seul pays* » un refuge commode pour ses hésitations et son esprit d'étroitesse nationale.

LA POLITIQUE DU GROUPE STALINE

Le groupe Staline oppose une résistance de plus en plus faible à la croissance des éléments thermidoriens. Dans ses résultats, cette politique cède du terrain à ces éléments, et au lieu de lutter contre le véritable danger, elle frappe *l'opposition bolchévique* qui dénonce le péril.

Influencé par la pénétration dans les institutions soviétiques et dans les rangs du parti, des états d'esprit de la paysannerie moyenne et de la petite bourgeoisie, le groupe Staline, *faute d'une ferme politique de classe animant la pratique de la Nep*, trouble les ouvriers, ne peut résoudre les hésitations de la paysannerie moyenne dans le sens prolétarien, et, affaiblissant ainsi l'alliance avec la masse essentielle de la paysannerie, ébranle les bases mêmes de la dictature du prolétariat, en face des périls de l'intérieur et de l'extérieur.

Il faut insister sur les fautes suivantes :

I. — *Le prolétariat et le Socialisme*

Le groupe Staline méconnaît la liaison nécessaire entre l'amélioration du sort de la classe ouvrière et la construction du Socialisme.

La politique d'augmentation des salaires en raison de la *croissance de la production* a été remplacée par la politique d'augmentation des salaires en raison du *rendement individuel de l'ouvrier*, dont les normes de travail ont été augmentées. De la sorte, l'ouvrier ne bénéficie pas de l'augmentation de production résultant du perfectionnement de l'outillage et de la technique, et la *rationalisation* aboutit à une pression exagérée sur le cerveau et les muscles du prolétariat. C'est de ce point de vue qu'il faut examiner la question de la journée de 7 heures, au lieu de se livrer à ce sujet à la démagogie la plus vulgaire, sans expliquer comment se [illegible] dans la réalité de l'usine soviétique.

Les syndicats de plus en plus bureaucratisés ne jouent pas le rôle qu'ils devraient jouer.

Il est impossible de travailler sérieusement à construire le Socialisme, sans intéresser la classe ouvrière qui le construit à l'œuvre entreprise.

II. — *Répartition du revenu national*

Le groupe Staline ne manœuvre pas dans le sens désirable les leviers de commande de la répartition du revenu national : impôts, salaires, prix et crédits.

Impôts. — En l'espace d'un an les impôts frappant les ouvriers ont doublé, les impôts sur le reste de la population des villes ont diminué de 6 0/0. Les impôts indirects croissent dans le budget, frappant lourdement les travailleurs. L'impôt agricole, insuffisamment progressif réduit le paysan pauvre à la stagnation et n'atteint que faiblement le superflu du koulak, favorisant la différenciation des classes à la campagne. La suppression de l'impôt sur les petites entreprises paysannes a été repoussée, bien que cet impôt rapporte seulement quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards.

Salaires. — De fin 1925 à 1927, les salaires ouvriers n'ont pas augmenté. Ils ont pour certaines couches ouvrières tendance à baisser. Dans l'enrichissement national, la part de la classe ouvrière a baissé.

Prix. — La baisse des prix, en général, a été très faible. L'écart entre les prix industriels et les prix agricoles a augmenté : les *ciseaux* se sont ouverts. A vendre bon marché et à acheter cher, le paysan pauvre végète ou se ruine, tandis que le paysan économiquement fort s'enrichit quand même. Ainsi s'accentue la différenciation des classes à la campagne. L'écart entre les prix de gros et les prix de détail : la *rupture des prix*, continue à laisser de larges profits aux intermédiaires du commerce privé.

Crédit. — Les coopératives de crédit agricole, conformément aux directives du Commissariat de l'Agriculture, s'orientent sur « le paysan économiquement fort » et en pratique plur largement encore sur le Koulak. La loi permet de vendre sans délai les biens du paysan pauvre insolvable, acquis grâce au crédit consenti, même s'il s'agit d'instruments de travail « indispensables ».

III. — *Industrialisation, chomage et prix*

La politique d'industrialisation du groupe Staline *rationalise* la production sans prévoir parallèlement la création des *nouvelles usines* qui pourraient absorber la main-d'œuvre devenue disponible par suite de la productivité accrue du travail. Cette absence de plan cohérent dans le développement de l'Economie nationale, a considérablement aggravé le chômage, qui va vers le chiffre de 3 millions et frappe non seulement le paysan venant à la ville, mais aussi les cadres du prolétariat industriel.

Le retard dans le développement industriel empêche la fabrication en grande série et à bon marché, contribuant ainsi à ouvrir les *ciseaux*. En frappant d'impôts plus lourds le koulak, il serait possible *d'accélérer l'industrialisation*. Même le paysan moyen grevé de plus lourds impôts en faveur de l'industrialisation, trouverait son avantage à la baisse des prix qui en résulterait et qui compenserait largement l'élévation de l'impôt. L'alliance du prolétariat avec la paysannerie moyenne n'en serait nullement compromise, bien au contraire.

IV. — « *Nids à koulaks* » *et socialisme*

Le groupe Staline tend à substituer à la lutte contre le koulak, la théorie de la possibilité de greffer les koulaks et leurs « nids coopératifs » sur le système soviétique, à nier le caractère petit-bourgeois de la propriété paysanne, et à affirmer la possibilité d'intégrer le koulak dans le développement socialiste.

V. — *Plan coopératif et plan d'industrialisation*

La politique du groupe Staline tend à opposer *faussement* le développement du plan coopératif de Lénine à l'accélération de l'industrialisation et de l'électrification. Lénine, loin de les opposer l'un à l'autre, les considérait comme deux éléments de la construction du socialisme étroitement liés l'un à l'autre.

LA CROISSANCE DES ELEMENTS THERMIDORIENS

Ce qui est en question, ce n'est pas la Nep, mais la manière fausse dont Staline l'applique.

La Nep, c'est à l'intérieur de l'Union Soviétique, la concurrence, sous le régime de la dictature prolétarienne, entre le capitalisme privé et l'industrie nationalisée.

Selon que l'un ou l'autre l'emporte, l'Union Soviétique retourne au capitalisme ou va vers le Socialisme.

C'est pourquoi la croissance des éléments thermidoriens doit être fermement combattue.

Or, actuellement, le capitalisme privé croît *en valeur absolue* à la ville, et il croît à la campagne *en valeur absolue* et *en valeur relative*.

Le capital circulant de l'industrie privée représente 1/5 du roulement total, s'élevant pour toute l'Union à 5 milliards de roubles.

Les consommateurs reçoivent plus de 50 0/0 des marchandises par les entreprises privées, ce qui constitue une source énorme de profits et d'accumulation capitalistes.

L'industrie privée soumise au contrôle produit annuellement pour 400 millions de roubles et l'artisanat pour 1.800 millions, soit plus de 1/5 de la production industrielle marchande.

Le capital privé s'enrichit aussi par les intérêts usuraires sur les hypothèques et par l'intérêt à taux élevé des emprunts d'Etat.

L'augmentation par rapport à 1924-1925 du revenu par tête d'habitant a été pour les ouvriers de 20 0/0, pour les commerçants et industriels de 46 0/0 et pour les paysans pris en bloc de 19 0/0, mais il est évident que

le koulak a augmenté son revenu de beaucoup plus que 19 0/0 et le paysan pauvre de beaucoup moins, quand toutefois son revenu n'a pas diminué.

La différenciation des classes s'accroît à grande allure à la campagne.

Le paysan pauvre se ruine et son misérable bien est absorbé par le koulak. Dans le Caucase du Nord, 14 0/0 de paysans pauvres n'ensemençant pas, et 4 0/0 de paysans ensemençant moins de 2 déciatines (1 déciatine représente environ 1 hectare) ont été ainsi absorbés. En Sibérie, pour les mêmes catégories, les proportions sont de 15 0/0 et de 3 0/0.

Au 1er avril 1927, les plus gros koulaks représentant 6 0/0 de la paysannerie possédaient 50 0/0 des réserves de blé. Ainsi, les koulaks deviennent de véritables accapareurs.

Sur l'ensemble de la paysannerie, 15 0/0 de paysans riches possèdent 50 0/0 de l'outillage agricole, 35 0/0 de paysans moyens en possèdent 35 0/0 ; 50 0/0 de paysans pauvres en possèdent 15 0/0.

La grande majorité des tracteurs est aux mains des koulaks.

Les koulaks et leurs familles pénètrent les institutions économiques soviétiques. A la campagne, les coopératives sont souvent devenues des « nids à koulaks ».

A la ville, les éléments bourgeois pénètrent aussi les institutions soviétiques.

Aux dernières élections aux Soviets, la proportion de la petite bourgeoisie a augmenté parmi les élus. Il y a même eu des cas assez nombreux de violation de la Constitution en faveur d'éléments de la petite bourgeoisie admis au droit de vote bien qu'exploitant le travail d'autrui.

LES OUVRIERS ET LA POPULATION PAUVRE

La situation de la masse pauvre empire dans bien des cas ?

Le salaire n'a pas augmenté depuis près de deux ans et présente parfois une tendance à la baisse. Le chômage s'accroît. Les prix n'ont que faiblement baissé. Le fameux régime des économies, qui devait rapporter 400 millions de roubles, n'a rien rapporté de palpable, parce qu'appliqué bureaucratiquement.

La désaffection et l'hostilité des ouvriers envers les Conférences de production s'accroissent. Souvent il n'est pas tenu compte de leurs suggestions, ou bien l'application de celles-ci qui visent à augmenter la productivité du travail, aboutit à des licenciements.

Dans les conflits du travail, l'arbitrage revêt le plus souvent, non un caractère de conciliation, mais un caractère de contrainte. Lénine avait toujours reconnu le droit de grève, même aux ouvriers de l'industrie nationalisée, ce droit découlant du fait que l'Etat et l'usine nationalisée souffrent d'altérations bureaucratiques. Rompant avec la tradition de Lénine, le groupe Staline a institué l'arbitrage obligatoire.

Les questions intéressant le plus directement les ouvriers, comme par exemple le contrat collectif, sont pratiquement résolues en dehors du Syndicat et du Comité d'Usine dont les réunions sont de moins en moins fréquentées par les ouvriers.

A l'activité de la classe ouvrière dans les Syndicats et le Comité d'Usine, se substitue dans l'Usine le système du *Triangle*, résolvant la plupart du temps les questions par l'accord mécaniquement et bureaucratiquement réalisé entre le directeur de l'usine, le secrétaire de la cellule et le secrétaire du Comité d'Usine.

Le salaire des jeunes ouvriers et le salaire des femmes a diminué par rapport au salaire de l'ouvrier.

A la campagne, le salaire de l'ouvrier agricole est en fait inférieur au minimum légal, la durée de la journée de travail est souvent de dix heures, et la coopération, en particulier la coopération de crédit ne fonctionne pas en faveur du salarié agricole. Dans ces conditions, la passivité de l'ouvrier agricole, loin d'être la cause de l'orientation staliniste sur « le paysan moyen économiquement fort » et sur le koulak, en est, au contraire, la conséquence.

La surface d'habitation dont dispose l'ouvrier diminue dans l'ensemble au bénéfice des fonctionnaires, du commerçant privé et de la population non-travailleuse.

Les écoles et les jardins d'enfants ne s'accroissent pas suffisamment.

Les avantages inscrits au *Code du Travail* diminuent sans cesse par suite d'une législation de plus en plus restrictive.

LE BILAN DE LA POLITIQUE ANTI-LENINISTE DU GROUPE STALINE

La politique intérieure du groupe Staline se présente avec un bilan nettement *passif*. Elle affaiblit les forces révolutionnaires et en premier lieu celles de l'Etat prolétarien en face de l'ennemi intérieur et extérieur.

Elle compromet la dictature du prolétariat en violant l'enseignement de

Lénine, selon lequel il faut « savoir se mettre d'accord avec les paysans moyens, sans renoncer un seul instant à la lutte contre les koulaks ».

LES DIFFICULTES OBJECTIVES ET LA POLITIQUE DU GROUPE STALINE

Certes, il y a dans la politique intérieure de l'U.R.S.S. de grandes difficultés objectives. La Russie est sortie apprauvie de la guerre impérialiste, de la guerre civile, du Blocus, de l'intervention étrangère et du sabotage des administrateurs et des techniciens dévoués à la bourgeoisie. L'accumulation socialiste, encore à son début, se fait lentement, ne fournissant que des capitaux insuffisants pour une industrialisation rapide, alors que se pose la tâche de dépasser le niveau d'avant-guerre en ralentissant le moins possible l'allure du développement économique.

Mais, la solution des difficultés, *dans la voie socialiste*, se trouve, non dans l'opportunisme staliniste, mais dans la politique tracée par Lénine.

Plus la situation est difficile, plus il faut dénoncer la politique du groupe Staline, qui l'aggrave.

IDEOLOGIE FAUSSE DU GROUPE STALINE

La fausse politique du groupe Staline se couronne idéologiquement de théories absolument étrangères au marxisme et au léninisme.

Oui, l'industrie nationalisée, sous le régime de la dictature du prolétariat, est de type dynamiquement socialiste, parce que les bénéfices réalisés par elle, étant le bien commun de la classe ouvrière ne constituent pas de la plus-value. Mais le caractère dynamiquement socialiste de l'industrie nationalisée ne peut servir de légitimation aux abus qui se commettent en faveur des spécialistes et au détriment des ouvriers.

Oui, l'Union Soviétique est un Etat prolétarien, mais soumis à des altérations bureaucratiques, à l'influence de la petite bourgeoisie et à la pression du capital étranger. Le caractère prolétarien de l'Etat Soviétique ne peut servir de légitimation à la politique opportuniste du groupe Staline qui tend précisément à altérer de plus en plus le caractère prolétarien de l'Etat.

LA THEORIE STALINISTE DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

Toutes les fautes opportunistes du groupe Staline trouvent leur synthèse dans la théorie fausse du « Socialisme dans un seul pays ».

Selon cette théorie, l'U.R.S.S. peut achever le Socialisme à *l'échelle nationale*, sans nouvelles révolutions victorieuses dans les autres pays, *à condition de ne pas être attaquée militairement* par l'impérialisme. Alors en 10 ans, l'U.R.S.S. organisera la nouvelle société socialiste, qui, coexistant avec le système capitaliste, finira par le vaincre au terme *d'une rivalité pacifique* avec lui.

(Voir discours de Staline à la 15e Conférence du parti russe, et discours de Rykov, au C.C. Exécutif des Soviets du 17 octobre 1927).

Pacifisme petit-bourgeois

Ainsi, cette théorie prétend que la guerre entre l'impérialisme et l'Etat prolétarien n'est pas inévitable. La guerre est une possibilité. L'autre possibilité, c'est la marche pacifique au Socialisme, à l'échelle nationale d'abord, puis à l'échelle mondiale.

Et Rykov, dans son discours du 17 octobre 1927, adjure de la manière la plus risible les Etats impérialistes de ne pas recourir à la guerre contre l'Union Soviétique et de se laisser vaincre par le Socialisme, selon des méthodes de rivalité pacifique !

De telles adjurations, de tels raisonnements, de telles théories sont la négation même du marxisme et constituent un retour aux théories périmées du socialisme utopique petit-bourgeois.

Dans la lutte de classe entre la bourgeoisie qui veut maintenir le capitalisme et le prolétariat qui veut créer le Socialisme, seule la violence peut décider. C'est là une loi élémentaire proclamée par le marxisme et que jusqu'ici, personne n'avait encore osé mettre en doute dans nos rangs.

Comment la victoire révolutionnaire en Russie pourrait-elle avoir aboli cette loi ? L'impérialisme, loin de s'apaiser redouble de violence pour anéantir l'Etat prolétarien, arme formidable aux mains de la classe ouvrière internationale.

Dans la lutte mondiale toujours plus acharnée, tendent de plus en plus à s'affronter violemment et sans merci, d'une part la coalition des grands Etats impérialistes entraînant l'ensemble des forces capitalistes internationales, et, d'autre part l'Etat prolétarien entraînant l'ensemble des forces ouvrières et les opprimés du monde entier.

Ainsi, dans la lutte des classes, la violence inéluctable, après avoir tout

d'abord décidé seulement du sort des luttes quotidiennes, après s'être ensuite élevée parfois jusqu'à la guerre civile, monte aujourd'hui irrésistiblement à un niveau supérieur, et, se développant sur le plan étatique, mène *inévitablement* à la guerre entre l'impérialisme et l'Etat prolétarien.

Lorsque, conformément à l'enseignement de Marx et de Lénine, l'opposition constate que la guerre entre l'impérialisme et l'Etat prolétarien est inévitable, le groupe Staline accuse l'opposition « de vouloir la guerre » et de nuire à l'efficacité des bons conseils pacifistes adressés par lui aux dirigeants des pays capitalistes.

De même, lorsque les communistes, fidèles à l'enseignement de Marx et de Lénine, constatent que la guerre civile est inévitable et qu'il faut s'y préparer, les réformistes du monde entier s'écrient : Ce sont les communistes qui nous empêchent de gagner à la paix sociale ces bons capitalistes qui deviennent de plus en plus raisonnables !

Réformisme petit-bourgeois

Au nom de la théorie du « Socialisme dans un seul pays » le groupe Staline se borne à demander au prolétariat international d'empêcher l'intervention armée de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. qui construit le Socialisme.

Mais comment le prolétariat international va-t-il tenter d'empêcher cette intervention armée ? Est-ce selon la seule méthode efficace, celle de Lénine, qui consiste à intensifier la lutte des classes internationales et à affaiblir ainsi la bourgeoisie mondiale ?

Nullement : Le groupe Staline perdant confiance dans l'efficacité de la lutte ouvrière mondiale, se laisse gagner par la crainte petite bourgeoise des représailles impérialistes, sans voir que plus il renonce à appeler le prolétariat mondial à la lutte, et plus l'audace des impérialistes s'accroît.

Ainsi, la politique de Staline consiste de plus en plus à troquer la lutte de classe mondiale et la propagande de l'Internationale contre de vagues promesses de crédits ou de vagues espérances de paix.

Il est insensé de croire qu'un véritable Etat prolétarien puisse obtenir quelque chose de la générosité de l'impérialisme, en se dépouillant soi-même de sa force internationale.

Mais le groupe Staline est pris par la logique de ses fautes.

On ne peut nier le rôle inéluctable de la violence entre Etats représentant des classes ennemies, sans en venir à nier purement et simplement la lutte des classes elle-même.

Dès qu'on prétend prêcher la paix au fauve impérialiste, au lieu de chercher à l'abattre, on s'interdit par là-même de dresser contre lui tous ceux qu'il opprime et qu'il menace.

C'est ainsi qu'on renonce à appeler au secours les ouvriers anglais, c'est ainsi qu'on renonce à créer des Soviets en Chine, c'est ainsi qu'on capitule devant l'impérialisme.

Boukharine explique cela par la théorie des *circonstances exceptionnelles*.

Le recours à la théorie des *circonstances exceptionnelles* deviendra de plus en plus *la politique habituelle* du groupe Staline, s'inspirant toujours davantage du réformisme petit-bourgeois.

Nationalisme petit-bourgeois

La théorie staliniste du « Socialisme dans un seul pays » relègue dans l'ombre l'interdépendance croissante des phénomènes intérieurs et extérieurs à l'U.R.S.S., ainsi que leurs réactions réciproques les uns sur les autres.

Dans la théroie de Staline, le *seul* lien qui apparaisse encore en pleine clarté entre l'Etat prolétarien et le prolétariat international, c'est la tâche pour ce dernier de s'opposer à l'intervention impérialiste armée.

L'influence des succès et des revers du prolétariat international sur les concessions que l'Etat prolétarien peut arracher ou doit consentir aux impérialistes, l'influence de ces succès ou revers sur la progression plus ou moins rapide vers le Socialisme, l'influence des succès ou des revers de l'Etat prolétarien sur le mouvement ouvrier mondial et sur le développement des rivalités impérialistes, le besoin grandissant du capitalisme de trouver des débouchés sur le marché russe, l'utilité grandissante pour l'Etat prolétarien d'obtenir des crédits, la croissance et l'enchevêtrement des échanges de marchandises entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste, la Russie Soviétique devenant de plus en plus tributaire du grand capitalisme pour l'importation de l'outillage moderne pendant toute la période d'industrialisation, tous ces rapports étroits, toutes ces réactions mutuelles de l'intérieur sur l'extérieur et réciproquement, tout cela s'estompe et disparaît dans la théorie staliniste.

Ainsi, le groupe Staline crée une idéologie séparant de plus en plus complètement l'Union Soviétique du reste du monde, opposant de plus en plus, et toujours *faussement* les intérêts du prolétariat de l'Union et les intérêts du prolétariat mondial. Plus le groupe Staline s'éloigne de la politique vraiment prolétarienne, plus il renonce par là-même aux larges horizons internationaux de Lénine, et plus il tend à s'adapter à l'esprit d'étroitesse nationale des classes et des couches sociales à la pression desquelles il cède.

La théorie staliniste du « Socialisme dans un seul pays » mène au nationalisme petit-bourgeois le plus borné.

La théorie du « Socialisme dans un seul pays » tourne le dos au Socialisme en U.R.S.S., et à la Révolution dans le monde entier.

Staline affirme la possibilité d'achever la construction du Socialisme en Russie, *sous la seule condition* d'empêcher l'intervention militaire.

Sous cette affirmation staliniste, se dissimule le danger réel. Le renforcement du capitalisme étranger après la défaite chinoise produit ses conséquences politiques en Russie Soviétique. L'audace du koulak, du nepmen et du bureaucrate augmente, et aussi la puissance d'attraction du koulak sur le paysan moyen et du nepmen sur la petite bourgeoisie des villes.

La réaction thermidorienne à l'intérieur et l'impérialisme à l'extérieur conjuguent de plus en plus leurs efforts contre l'Etat prolétarien, menacé d'être anéanti par la force, s'il persiste à garder son caractère prolétarien.

Violation de la Constitution Soviétique pendant les élections, hier, reconnaissance des dettes tzaristes envers la France et les Etats-Unis, demain, brèches dans le monopole du commerce extérieur, voilà les dangers, qui, *même en dehors d'une agression armée*, menacent le Socialisme.

Plus la politique de Staline s'apprête à tourner le dos au Socialisme, et plus elle crie à pleine voix qu'elle marchera jusqu'au bout vers le Socialisme.

Et à l'extérieur, que peut bien se dire tout ouvrier accordant créance à la théorie du groupe Staline ?

Il se dira certainement : Puisque Boukharine affirme qu'en faisant le bloc *à tout prix* avec Purcell, on peut empêcher la guerre, puisque Staline affirme que si on empêche la guerre, on peut réaliser le Socialisme en Russie, puisque Rykov affirme que le Socialisme réalisé en Russie vaincra le capitalisme par des méthodes de rivalité pacifique, alors, il faut, non pas lutter contre les chefs réformistes, mais adopter leurs méthodes pacifistes et aller à la S.D.N. Puisque *sans de nouvelles révolutions*, on peut aller au Socialisme russe, puis mondial, pacifiquement, par ces chemins fleuris, pourquoi l'âpre lutte de classe, pourquoi la grève, pourquoi la guerre civile, pourquoi des violences et du sang ?

Voilà quels seront les fruits empoisonnés de la théorie staliniste.

Non seulement, la théorie staliniste du « Socialisme dans un seul pays » tourne le dos au Socialisme en Russie, mais elle tourne aussi le dos à la révolution dans le monde entier.

Il faut anéantir cette théorie

Une théorie aussi funeste doit être impitoyablement anéantie.

Oui, *avec une politique juste*, on peut progresser en Russie vers le Socialisme. Avec les seules forces du pays techniquement arriéré, et la lenteur de l'accumulation socialiste à son début, cette progression vers le Socialisme serait extrêmement lente. Cette progression peut être accélérée avec l'aide des crédits et de l'industrie capitaliste.

Cette aide, l'Etat prolétarien ne peut pas l'arracher en capitulant, mais en développant ses forces intérieures et extérieures.

Et cette aide capitaliste ne saurait être indéfinie.

Elle cesserait forcément dès que grâce à elle, la marche au Socialisme en Russie prendrait une allure rapide et menaçante pour le capitalisme.

Aussi promettre d'organiser en 10 ans la société socialiste en U.R.S.S., c'est pure et vulgaire démagogie.

Il faudrait, dans le meilleur des cas, des dizaines d'années pour construire le Socialisme en Russie. Et, à l'époque impérialiste, des dizaines d'années ne peuvent s'écouler sans guerres et sans nouvelles luttes révolutionnaires décisives.

Le sort du Socialisme, en Russie comme dans le monde entier, est lié à l'issue de ces grands événements internationaux.

C'est pourquoi le Socialisme, commencé en Russie, ne peut s'achever et triompher qu'à l'échelle mondiale.

La réfutation de Staline amène finalement tout communiste à retrouver sur cette question les conclusions mêmes de Marx et de Lénine.

7° La situation dans le parti russe et dans l'internationale.

COMMENT LE GROUPE STALINE A FRAYE LE CHEMIN POUR SA POLITIQUE OPPORTUNISTE

Dès 1923, en face des obscurités et des difficultés de la situation objective, les deux groupes aujourd'hui unifiés et représentés alors par Zinoviev et par Trotsky, recherchèrent, en commettant des erreurs, et en se combattant, c'est vrai, la voie bolchevique pour continuer l'œuvre révolutionnaire gigantesque commencée sous la direction de Lénine.

Ces deux groupes, en cherchant le chemin, exagérèrent la critique mutuelle, mais du moins ces exagérations étaient une conséquence de la passion révolutionnaire qui les animait.

Trotsky a reconnu les erreurs qu'il a réellement commises dans un document que le groupe Staline n'a jamais publié.

Il s'agit de la déclaration du 15 décembre 1926 devant le 7e Exécutif élargi. Cette déclaration signée par Zinoviev, Kamenev et Trotsky dit textuellement :

« Il est faux que nous défendions le trotskysme. Trotsky a délaré devant toute l'Internationale communiste, que sur toutes les questions de principe, quelles qu'elles fussent où il a controversé avec Lénine, c'est Lénine qui a eu raison, et en particulier sur la question de la révolution permanente et de la paysannerie ».

Quant à Zinoviev et aux directions de parti qui travaillèrent en accord avec lui, elles eurent tendance dans leur politique, à tenir parfois insuffisamment compte du rapport des forces de classes, à jeter parfois des mots d'ordre « trop en avant », qui, s'ils réussissaient à entraîner dans la lutte une avant-garde élargie, laissaient en arrière dans certains cas le gros des forces prolétariennes.

Naturellement, aux erreurs commises, correspondait dans divers partis un certain malaise, sans que cette situation puisse être en rien comparée au régime intérieur absolument intolérable, sous lequel le groupe Staline tente de plus en plus maintenant d'étouffer la masse communiste dans le Parti russe et dans l'Internationale.

Dans l'Internationale, sous la directions de Zinoviev, on lutta contre les fautes opportunistes, mais jamais par les procédés de répression qu'emploie aujourd'hui le groupe Staline contre le bolchevisme.

Après la défaite de la Révolution allemande en octobre 1923, les erreurs opportunistes de Brandler furent redressées à la suite d'un large examen critique dans toute l'Internationale, et les mesures d'organisations prises ensuite, dont quelques-unes furent parfois trop rudes, ne faisaient quand même que sanctionner un large débat politique.

Après la défaite de la Révolution chinoise en 1927, les erreurs opportunistes inspirées par le groupe Staline sont cachées à la masse communiste, la discussion en est interdite, et les mesures d'organisation et les sanctions, loin de conclure un large débat politique contradictoire, accusent la volonté du groupe Staline d'empêcher un tel débat, ce qui est en rupture absolue avec tout l'esprit de Lénine.

Si importantes d'ailleurs qu'aient paru en leur temps les fautes de la direction Zinoviev, c'étaient des fautes inspirées par la passion révolutionnaire. L'avant-garde, au risque de se séparer parfois de la masse avançait trop vite, *mais avançait quand même vers le but révolutionnaire.*

En tout cas, les fautes passées de la direction Zinoviev dont il faut savoir tirer les leçons, ne sont rien, en comparaison des fautes actuelles du groupe Staline, *qui s'écarte de plus en plus du bolchevisme, qui se détourne toujours davantage des buts révolutionnaires.*

Le groupe Staline, loin de redresser les fautes de Zinoviev et de Trotsky *sur une base léniniste*, et de rassembler les forces du parti russe et de l'I. C. sur cette base, a travaillé à approfondir artificiellement les divergences entre les groupes de gauche et à désorganiser les forces révolutionnaires qui étaient l'âme et l'armature de l'Internationale. Et à la faveur de cette désorganisation des forces communistes, il a réussi pour un temps à frayer la route à l'opportunisme.

Mais en face du danger croissant, danger qui de plus en plus crève les yeux, les forces révolutionnaires se retrouvent pour défendre de toute leur énergie, par un effort unanime, le **bolchévisme** menacé par **le révisionnisme stalinis**, révisionnisme le plus audacieux qui ait été tenté jusqu'ici dans nos rangs.

LES OPPORTUNISTES SE BATTENT ENTRE EUX, MAIS BLOQUENT CONTRE LE BOLCHEVISME

Le groupe Staline, pour faire sa politique, est contraint de s'appuyer dans toute l'Internationale sur les éléments les plus opportunistes.

En France, cela est déjà suffisamment visible. La direction Doriot-Semard-Monmousseau a déjà accumulé des fautes qui auraient dû depuis longtemps déterminer l'intervention publique d'une direction internationale vraiment bolchévique.

Les vieux opportunistes dirigent dans toute l'Internationale : Smeral en Tchéco-Slovaquie et Meyer en Allemagne.

Quand les élèves en opportunisme du groupe Staline, par des fautes trop voyantes, deviennent par trop compromettants, le maître les critique.

C'est un tir à blanc, inoffensif contre l'opportunisme des autres, afin de cacher derrière un rideau de fumée son propre opportunisme.

Il ne faut pas se laisser tromper, ni par la fumée, ni par le bruit. Quand il s'agit de lutter contre l'opposition bolchevique, les diverses nuances de l'opportunisme savent bloquer et se soumettre à la discipline fractionnelle qui les unit dans la lutte contre le bolchevisme.

REGIME INTERIEUR INTOLERABLE AU SERVICE DE L'OPPORTUNISME STALINISTE

Le groupe Staline est monté au pouvoir en se présentant comme le défenseur du bolchevisme : il sombre dans l'opportunisme le plus complet.

Le groupe Staline est monté au pouvoir en se présentant comme le champion d'une politique juste, réaliste, basée sur l'estimation exacte du rapport réel entre les forces en présence : il a constamment sous-estimé les forces de lutte de classe et de révolution. Au lieu d'entraîner les masses, il s'est mis à la remorque des événements.

Le groupe Staline est monté au pouvoir en se présentant comme le défenseur de méthodes plus démocratiques et plus souples : il aggrave sans cesse le régime intérieur le plus intolérable qui ait jamais sévi dans nos rangs.

Pour **cacher** les faits et la situation réelle, pour **imposer** sa politique opportuniste, le groupe Staline prive de toute information sérieuse la masse communiste, use et abuse des sanctions disciplinaires et administratives pour empêcher la discussion et le redressement nécessaire par le moyen des organes réguliers, et enfin substitue la soumission bureaucratique à la véritable discipline communiste.

QUELQUES FAITS

Le groupe Staline cache les documents de l'opposition, en cite des passages arrachés de leur contexte, et par des commentaires déloyaux impute à ses adversaires des opinions **totalement différentes** de celles qu'ils ont exprimées.

Le groupe Staline **cache** les documents politiques officiels de caractère non secret, mais susceptibles d'éclairer la masse communiste, comme par exemple la lettre de la délégation russe en Chine du 17 mars 1927, qui constitue un réquisitoire écrasant contre les représentants de l'I. C. en Chine et contre leurs inspirateurs de Moscou.

Le groupe Staline va même jusqu'à **cacher** parfois ses propres discours, quand leur publication ferait éclater les fautes commises. Le discours prononcé le 5 avril 1927 par Staline à l'Académie Communiste devant 3.000 militants actifs de Moscou, n'a jamais été publié. Il formulait une appréciation radicalement erronée de la situation en Chine et dix jours plus tard, le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek lui apportait le démenti brutal et catégorique des faits.

Radek, coupable d'avoir apporté la contradiction à Staline le 5 avril dans une réunion intérieure du parti, fut relevé de son poste de recteur de l'université Sun-Yat-Sen. Il avait commis le crime de formuler des appréciations exactes confirmées par le développement ultérieur des événements.

Lepse, secrétaire de la Fédération des métaux, a été relevé sans raison valable de son poste syndical par mesure administrative et sans aucune consultation ou décision de ses mandants. On ne peut davantage mécaniser les rapports entre parti et syndicats.

Smilga, vieux bolchevik, membre oppositionnel du Comité Central, a été envoyé pour occuper un poste en Sibérie par mesure administrative.

Au 8e Exécutif de mai 1927, Zinoviev s'est vu interdire par la force l'entrée de la salle des séances, alors que le 7e Exécutif élargi avait en acceptant sa démission de la Présidence de l'Internationale, souligné qu'il demeurait membre de l'Exécutif.

Le 8e Exécutif de mai 1927 a été tenu dans la salle exiguë qui sert habituellement aux réunions du Présidium, sous prétexte que dans Moscou, capitale de la Révolution mondiale et de l'Etat prolétarien, il n'y avait pas d'autre salle disponible. En réalité, il s'agissait d'empêcher les camarades russes habituellement invités à nos assises internationales, d'assister aux débats où ils auraient pu être informés de ce qu'on leur cachait. Les documents politiques n'ayant aucun caractère secret ont été remis aux délégués, seulement la veille de l'Exécutif. Puis les séances du Plénum ou des Commissions se sont succédé sans interruption, ce qui n'a permis aux délégués que de lire superficiellement ces documents, quand toutefois ils ont eu le temps de les lire. Il a été interdit aux délégués de prendre copie du sténogramme de leurs propres discours et d'en communiquer le texte à qui que ce soit. Sitôt l'Exécutif terminé, il a fallu remettre les documents immédiatement, sous la menace de ne pas recevoir l'autorisation de partir.

On a voulu interdire aux membres de l'Exécutif de faire des déclarations de vote, et finalement, devant quelques protestations, cette décision n'a été appliquée qu'aux membres de l'opposition.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, aucun compte rendu des débats n'a été publié, ni dans la presse de l'U. R. S. S. ni dans la presse communiste internationale. Seules les déclarations faites au cours de la discussion ont été publiées, mais elles perdent leur véritable signification lorsqu'elles sont ainsi séparées de la discussion qui les a engendrées.

La direction régulière de l'Internationale n'a pas été tenue au courant de la situation réelle, et notamment dans la question chinoise, a toujours été mise en présence du fait accompli. Les protestations à ce sujet de Murphy et de Treint sont restées absolument sans effet.

Pour terminer cette énumération, il suffit de citer cette simple phrase prononcée au cours d'une discussion par un ouvrier et qu'on peut trouver dans les **Documents du Comité de Moscou** : « Il nous est défendu d'être actifs. Si tu veux manger du pain, parle le moins possible ».

LE GROUPE STALINE PREPARE LA SCISSION DANS LE P. C. U. ET DANS L'I. C.

Le fractionnisme de majorité au service de l'opportunisme appelle nécessairement le fractionnisme de minorité au service du bolchevisme. Ainsi, le fractionnisme de la majorité staliniste, majorité artificiellement maintenue par des méthodes absolument étrangères à tout esprit léniniste, **prépare et organise la scission du parti russe et de l'Internationale.**

En France, le Bureau politique, sans fournir aucun document sérieux sur les questions fondamentales faisant l'objet de divergences, a tenté d'exclure Treint du C. C., et le camarade Calzan, après avoir soutenu le point de vue de l'opposition à la Conférence nationale de Saint-Denis, a été « démissionné » de la direction des Editions.

En Allemagne, le groupe Urbans, qui compte environ 20.000 partisans à l'intérieur de notre parti-frère, a été exclu depuis longtemps déjà. Et ses adhérents qui comptent parmi les meilleurs ouvriers révolutionnaires d'Allemagne se tiennent sur un terrain strictement bolchévique sur toutes les questions de principe faisant actuellement l'objet de divergences.

En Russie, le groupe Staline refuse de publier la plate-forme de l'opposition avant la désignation des délégués pour le Congrès du 1er Décembre, sous prétexte qu'il s'agit d'un document antibolchevik et antiparti. Comme si ce n'était pas au parti lui-même de juger ! Et quand l'opposition imprime sa plate-forme sur une modeste Ronéo, avec le concours de vieux bolchéviks de 1902 et de 1905 récemment exclus par mesure d'arbitraire staliniste, le groupe Staline ose parler d'imprimerie illégale, d'intellectuels bourgeois sans-parti, le groupe Staline ose monter de toutes pièces un complot, exclure de nouveaux oppositionnels du parti et les jeter en prison.

Le groupe Staline, en excluant Zinoviev Trotsky, Vouïovitch, de l'Exécutif de l'Internationale ou du Comité Central russe, en procédant à ces exclusions dans l'étouffement systématique de toute discussion, dévoile sa volonté de scission. **Du temps de Lénine**, on excluait parfois **après** discussion, et toujours le moins possible, en tout cas, **jamais avant.**

La bourgeoisie et la social-démocratie du monde entier attendent cette scission, la guettent, la sollicitent.

Oustrialof, le théoricien du retour au capitalisme, adjure Staline de se séparer de l'opposition.

La social-démocratie allemande de gauche proclame l'unité politique

possible avec les stalinistes, à condition qu'ils excluent l'opposition.

Au début d'octobre 1927, au Congrès du Labour Party, Brockway a proposé de faire des démarches en vue d'une Conférence commune de la 2e et de la 3e Internationales. C'est la première fois que dans le Labour Party, quelqu'un prend l'initiative d'une proposition de ce genre. Mais Cramp s'y est opposé en objectant la présence de Zinoviev dans l'Internationale.

En France, quelques bourgeois et quelques socialistes ignorants du genre de Délépine ont fini par croire Sémard lorsqu'il affirme que l'opposition n'est qu'un ramassis de social-démocrates, et ils ont à cause de cela témoigné de la sympathie à Trotsky. Il est bien évident que la publication des documents de l'opposition ferait cesser immédiatement cette erreur.

Ce qui est certain, c'est que les bourgeois et les réformistes les plus perspicaces se prononcent en France également pour l'exclusion de l'opposition. *Le Matin* la conseille à Staline. *Le Temps* également, tout en faisant chorus avec Staline pour l'accuser de réformisme et d'esprit contre-révolutionnaire. Dans le *Peuple*, Harmel, tout en trouvant un peu rudes les procédés de Staline, s'empresse d'ajouter : « Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'on doive souhaiter la victoire de Zinoview et de Trotsky. » Le correspondant anglais de *Paris-Midi* écrit qu'avec la victoire de Staline cesserait la politique anti-britannique, c'est-à-dire la lutte contre l'impérialisme anglais et contre l'impérialisme tout court.

En agitant quelques articles *exceptionnels de réformistes* qui, en l'absence d'information sérieuse se trompent en sympathisant avec l'opposition. Sémard et la direction staliniste du parti français *cachent* le fait *essentiel et habituel*, à savoir que la bourgeoisie et la social-démocratie dans le monde entier désirent la scission dans le parti russe et dans l'Internationale et prennent ouvertement le parti de Staline contre l'opposition.

En Russie comme dans toute l'Internationale, l'opposition luttera pour *l'unité bolchevique* qui comporte la réintégration du groupe Urbans, résistera de toutes ses forces à la volonté scissionniste du groupe Staline, et défendra de toutes ses forces, dans la Troisième Internationale le bolchevisme menacé.

8° La situation en France.

OPPORTUNISME, INCAPACITE, « SUIVISME » DE LA DIRECTION DORIOT-SEMARD-MONMOUSSEAU.

La direction Doriot-Semard-Monmousseau, qui fait pendant en France au groupe Staline, a commis une série ininterrompue de fautes graves. Pas une situation nouvelle qui ne l'ait prise à l'imprévu ! Pas une lutte ouvrière qui n'ait été mal préparée, mal dirigée ou freinée par elle ! Jamais à la tête des masses pour les entraîner toujours à la remorque des évènements ! Telles sont les caractéristiques de cette direction incapable, opportuniste, infectée de « suivisme ».

Par l'accumulation de ses fautes, cette direction a découragé, même ceux qui avaient cru possible de l'améliorer. Elle ne réussit à se maintenir qu'en s'inféodant toujours davantage au groupe Staline, et qu'en étouffant toute critique dans les rangs du parti, tantôt brutalement, tantôt avec des habiletés subalternes.

Il est devenu nécessaire d'établir le bilan de la direction Doriot-Semard-Monmouseau, de ce qu'on peut appeler par abréviation : *la direction D. S. M.* »

LES FAUSSES PERSPECTIVES D'INFLATION A OUTRANCE

La dégringolade du franc qui se produisit au milieu de 1926, ne signifiait nullement que le capitalisme français aux abois, courait immédiatement à la catastrophe financière de l'Etat.

L'inflation fut *provoquée* par les grands possédants au moyen du sabotage systématique de l'impôt et de l'évasion massive à l'étranger de capitaux s'élevant à 10 milliards de francs-or. L'inflation fut, de la part de la fraction réactionnaire du grand capitalisme français, *une manœuvre politique de grande envergure*, destinée à hisser au pouvoir Poincaré, son homme de confiance. Le Bloc des Gauches avait joué son rôle de sauveur de la bourgeoisie, en empêchant les masses mécontentes du Bloc National de s'orienter vers les communistes et de se tourner vers les solutions révolutionnaires. Subissant la pression des masses laborieuses qui l'avaient porté au pouvoir, le Bloc des Gauches devenait une entrave pour le capitalisme. Par l'inflation provoquée, les grands possédants discréditèrent le Bloc des Gauches, le dissocièrent et poussèrent au Gouvernement, Poincaré représenté comme le Sauveur.

La direction *D.S.M.* ne comprit rien à la manœuvre politique de l'ennemi.

Elle n'entendit pas l'avertissement donné par le *Plan des Experts*, et par la tentative du ministère Briand-Caillaux de l'appliquer.

Elle ne prévit pas qu'à l'inflation allait succéder le redressement monétaire et financier et la crise économique.

Elle continua pendant des semaines à crier à l'inflation catastrophique alors que le franc se revalorisait de jour en jour.

Incapable de montrer à la masse le sens d'évènements qu'elle ne comprenait pas elle-même, la direction D.S.M. ne sut pas ébranler par les arguments justes « la mystique de la confiance ». Aussi, ne put-elle pas dresser *rapidement* la masse contre le retour de Poincaré au pouvoir et contre le Gouvernement d'Union Nationale.

LA CRISE ECONOMIQUE

Cette « myopie politique » de la direction D.S.M. fit perdre un temps précieux au parti et à la classe ouvrière dans la lutte contre le chômage et contre la réduction des salaires.

Le prolétariat et son avant-garde communiste furent surpris par la crise économique et la bourgeoisie profita du trouble qui en résulta dans nos rangs.

Lorsque tardivement la direction D.S.M. commença à comprendre le changement survenu dans la situation, elle n'en commit pas moins de lourdes fautes.

La lutte à l'usine négligée

Au début, elle porta quoique fort insuffisamment, son effort sur la ligne de moindre résistance, qui était aussi la ligne de moindre efficacité dans le combat contre l'ennemi bourgeois. Il est relativement facile d'organiser les chômeurs et de les faire manifester. Il est beaucoup plus difficile, mais beaucoup plus nécessaire d'organiser dans les usines, la lutte conter le débauchage et contre la réduction des salaires au moment où les ouvriers sont menacés de licencement. Au lieu de mener parallèlement ces deux tâches, la direction D.S.M. sans s'occuper suffisamment de la première, négligea la seconde sur laquelle il aurait fallu porter le principal effort.

La solidarité ouvrière

La direction D.S.M. opposa faussement la pratique de la solidarité ouvrière envers les chômeurs à l'action contre la bourgeoisie. Loin de les opposer l'une à l'autre, il fallait partir de la pratique de la solidarité ouvrière, premier trait d'union entre chômeurs et non-chômeurs, et montrer en même temps que cette solution est insuffisante et fausse en tant que solution définitive, qu'il faut lutter tous ensemble pour arracher au patronat et à l'Etat bourgeois les secours de chômage et les journées de travail plus courtes sans réduction de la paye hebdomadaire.

La main-d'œuvre étrangère

La direction D.S.M. aborda faussement le problème de l'immigration de la main-d'œuvre étrangère.

La surabondance de main-d'œuvre, quelle qu'en soit la nationalité, rend forcément plus difficile la lutte pour les salaires.

Pour les ouvriers de toutes nationalités vivant déjà en France, la nouvelle main-d'œuvre affluant en période de chômage, est préjudiciable, non comme main-d'œuvre *étrangère*, mais comme main-d'œuvre *en surnombre*.

De même que la C. G. T. depuis le temps de Pelloutier, *par ses propres moyens*, détournait la main-d'œuvre française des villes et des usines atteintes par le chômage, il fallait, *par nos propres moyens*, par nos organisations ouvrières internationales, détourner autant que possible les ouvriers étrangers de la France atteinte par le chômage. Il fallait lutter pour le contrôle, *par les organisations ouvrières*, des agences d'immigration établies à Paris par le grand patronat et par le ministère du Travail.

Pour les ouvriers se réfugiant en France, afin d'échapper à la bourgeoisie de leur pays, le *droit d'asile* devait, bien entendu, demeurer intangible.

La direction DSM embrouilla le problème. Dans la discussion, la thèse de la frontière libre, s'opposa au contrôle à la frontière, qui ne pouvait être qu'un contrôle policier et gouvernemental. Une telle manière de poser la question est aussi éloignée de la réalité que de l'esprit de classe. Elle a abouti à toute une série de mots d'ordres successifs, faux, incohérents et contradictoires.

Depuis ce temps, la direction DSM a laissé de côté le problème de la

main-d'œuvre étrangère, qu'il s'agisse de l'immigration ou des ouvriers étrangers vivant en France.

LA QUESTION NATIONALE EN ALSACE-LORRAINE ET LA QUESTION COLONIALE

La direction DSM s'est en fait désintéressée de la question d'Alsace-Lorraine, considérée sans doute comme une question locale. Même aujourd'hui, alors que toute la presse bourgeoise attaque le mouvement national, la direction DSM garde le silence et l'*Humanité* est le seul journal qui se taise.

De même, la direction DSM délaisse de plus en plus les luttes libératrices des colonies, qui ne trouvent pour ainsi dire plus leur expression dans notre quotidien.

La lutte des ouvriers et des paysans en Alsace-Lorraine, pays capitaliste hautement développé, aussi bien que dans les colonies arriérées, cette lutte dirigée contre le joug de l'impérialisme français, est notre lutte, et le parti tout entier doit y intéresser le prolétariat de notre pays.

LE NEO-CARTEL DES GAUCHES

Le néo-cartel des Gauches, qui depuis longtemps a essayé de se constituer, exprime les hésitations de la petite bourgeoisie et des couches prolétariennes arriérées.

Le néo-cartel est utilisé par la fraction libérale de la bourgeoisie (une partie du grand commerce, de la grande banque et de l'industrie de transformation) pour lutter contre la fraction réactionnaire, sa rivale.

Mais le néo-cartel sert avant tout à endiguer le mécontentement croissant des masses et à empêcher celles-ci de se grouper derrière les communistes.

Après la faillite de l'ancien cartel, le néo-cartel ne pouvait se constituer sur aucun programme précis, national, régional ou même local. Pour se constituer comme formation politique et électorale, il lui fallait l'arrondissement avec ses deux tours de scrutin.

Dans les marchandages intérieurs de l'Union Nationale, Poincaré a donné le scrutin d'arrondissement comme moyen de réaliser le néo-cartel en échange de l'assurance donnée par Albert Sarraut que ce néo-cartel fonctionnerait comme barrage contre le communisme.

Le néo-cartel est l'ennemi le plus dangereux de la classe ouvrière, non seulement sur le terrain électoral, *mais en premier lieu* parce qu'il tend à détourner les forces ouvrières et les masses travailleuses de la lutte directe contre le capitalisme.

La direction D.S.M., faute de comprendre, a longtemps gardé le silence, n'a pas encore expliqué clairement aux ouvriers le danger qui les menace, et par suite, n'a pas fourni l'effort maximum pour détourner du néo-cartel le plus grand nombre possible d'ouvriers.

Venant bien après ceux de Blum et de Maurice Sarraut, les articles tardifs de Sémard, bien que bourrés de citations de Marx et de Lenine, passent tout à fait à côté de la question véritable.

Bien plus, la tactique déjà très discutable en soi, suivie aux élections sénatoriales, n'a été envisagée que du point de vue subalterne des résultats électoraux. Le jeu de la bourgeoisie, éludant les questions ouvrières en jouant des aller et retour législatifs interminables entre le Sénat et la Chambre, n'a pas été dénoncé. La lutte pour la suppression du Sénat lui-même n'a même pas été évoquée dans la propagande. La tactique suivie n'a d'ailleurs pas été expliquée à la classe ouvrière, et les résultats obtenus n'ont été exploités que très insuffisamment pour opposer les ouvriers de la gauche socialiste à la direction de leur parti, en ce qui concerne la démission des députés devenus sénateurs. Dans cette atmosphère générale, notre parti a donné l'impression de n'être plus qu'une espèce de prolongement du Bloc des Gauches.

Et les distinctions faites dans l'*Humanité* entre les vrais et les faux démocrates bourgeois, les appels répétés adressés à la presse de gauche ou à Frossard, d'avoir à prendre parti pour nous, désorientent la masse, contribuent à redorer le blason passablement défraichi des chefs de gauche, et à nous faire apparaître comme l'extrême-gauche du néo-cartel. Tout cela affaiblit l'influence de notre parti au bénéfice des chefs socialistes et des chefs radicaux de gauche.

LES ELECTIONS EN 1928

Alors que déjà, en fait, la campagne électorale est ouverte dans le pays tout entier, la direction D. S. M. se tait sur les problèmes se rapportant aux futures élections.

Loin de correspondre à une ferme politique de classe, loin de témoigner d'un esprit révolutionnaire, ce silence favorise le développement dans nos rangs de ce « prurit d'électoralisme » signalé par Cachin lui-même, à propos d'élections partielles dans le Nord.

Il faut orienter le parti vers une claire tactique électorale de classe, il faut *avant tout* utiliser la période électorale pour l'appel à la lutte directe contre l'offensive capitaliste, et pour la propagande des buts révolutionnaires du prolétariat.

LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION ET POUR L'AMNISTIE.

Dans la lutte contre la repression, la direction D.S.M. a commis de graves fautes.

Plusieurs camarades dirigeants poursuivis se sont, conformément aux décisions du B. P. rendus en prison, sans même donner à la police la peine de les arrêter.

Lors de l'évasion de Daudet, l'*Humanité* s'est tournée vers le Gouvernement pour quémander « dix jours de liberté provisoire » en faveur de Sémard, au lieu de commencer à organiser immédiatement une action de masse vigoureuse contre la répression et pour l'amnistie.

Dans la lutte pour arracher André Marty au régime du droit commun et pour le faire remettre au régime politique, la direction D. S. M. a complètement oublié la revendication du régime politique en faveur des ouvriers emprisonnés pour affichage, pour faits de grève ou pour collisions avec la police.

Au début, les menaces de répression formulées par Albert Sarraut ont été accueillies avec une inconcevable légèreté, et la question a été traitée dans l'*Humanité* sur un ton de défi boulevardier qui ne correspondait ni au sérieux de la situation, ni à la plus élémentaire dignité prolétarienne.

Après avoir vécu dans l'attente de l'amnistie pour le 14 Juillet, les cercles dirigeants de notre parti vivent dans l'attente de l'amnistie espérée par eux pour le 11 Novembre ou pour la rentrée des Chambres.

Pour un parti prolétarien et révolutionnaire, l'amnistie ne peut pas être un cadeau de la bourgeoisie; elle ne peut résulter que de la lutte vigoureuse des masses.

LA CRISE DU PARTI SOCIALISTE.

Sous la pression de toute la situation en France, une crise croissante se développe à l'intérieur du parti socialiste. Une gauche s'y forme sous la poussée des éléments ouvriers résolus à pratiquer une politique ferme de lutte de classe.

La direction D. S. M. n'a pas prêté une attention suffisante à cette crise. Aux efforts des chefs socialistes pour retenir leurs troupes en opposant l'unité politique au front unique, il n'a été tout d'abord répondu dans nos rangs que par la campagne équivoque de Tours. La direction D. S. M. a laissé se dérouler cette campagne confusionniste, sans redresser sérieusement les fautes commises.

Il fallait par une discussion *publique* et par un travail sérieux, aider les ouvriers de la gauche socialiste à trouver leur chemin vers le communisme, et les mettre en garde contre la manœuvre de l'unité politique ainsi que contre le caractère équivoque de la politique suivie par leurs propres chefs de tendance.

A ces ouvriers, il fallait dire : « Le noyau essentiel de vos chefs et de votre appareil, profondément lié à la bourgeoisie, ne permet pas le redressement de classe de votre parti. C'est même la raison de la scission de Tours. Vos illusions sur un redressement possible du parti socialiste se dissiperont au cours même de votre lutte à l'intérieur de celui-ci. C'est pourquoi nous vous aiderons dans votre lutte, et quand votre gauche aura grandi, quand elle aura rassemblé les meilleures forces ouvrières de votre parti, quand vous vous rendrez compte qu'il n'y a plus rien à faire dans le parti socialiste, quand vous comprendrez pleinement que le communisme, loin d'être la doctrine arbitraire d'un parti de secte, résume l'expérience de plus d'un siècle de luttes ouvrières et de plusieurs révolutions, alors vous ferez l'unité politique avec le parti communiste, dans ses rangs et sur la base de sa doctrine. »

GLISSEMENT REFORMISTE DE LA DIRECTION MONMOUSSEAU DANS LA C. G. T. U.

La C. G. T. U. ouverte à tout ouvrier, est en fait, sous l'influence prépondérante des communistes, qui portent la responsabilité de son orientation et de ses actes.

Le développement de la C. G. T. U. en une organisation syndicale de masse, est en rapport avec l'agitation pour des revendications immédiates bien choisies, et avec la création de Caisses de Secours et autres institutions susceptibles d'attirer et de fixer au syndicat un grand nombre d'ouvriers jusqu'alors inorganisés.

L'attention portée enfin par la C.G.

T.U. à ces questions serait chose excellente à condition que les cadres dirigeants ne perdent pas de vue les buts révolutionnaires finaux du prolétariat.

Dans la préparation du Congrès de Bordeaux, les communistes se sont souvent présentés comme des « réformistes actifs », réhabilitant ainsi l'idée du réformiste, au lieu de s'affirmer comme des révolutionnaires, qui préparent la lutte décisive sont les seuls qui soient prêts à chaque instant à lutter à fond pour toutes les revendications immédiates et partielles de la classe ouvrière.

Dans les articles qui ont préparé le Congrès de Bordeaux, l'idée de la Révolution n'a pas été évoquée une seule fois et le mot même de Révolution n'a pas été prononcé.

Dans la lutte pour les assurances sociales, les préoccupations d'aboutir par la voie parlementaire ont souvent pris le pas sur l'appel à la lutte des masses.

Au Congrès de Bordeaux, aucun des problèmes à la fois théoriques et pratiques, relatifs au développement des luttes partielles dans la direction des buts révolutionnaires, n'a été ni posé, ni résolu. A quelles conditions doit satisfaire un mot d'ordre pour mettre les masses en mouvement ? Comment travailler à élargir les luttes partielles en une lutte plus générale portée à un niveau plus élevé ? Comment, dans chaque phase de la lutte, faire l'agitation pour préparer la phase suivante ? Quand, comment et sous quelles conditions, peut-on et doit-on au cours de la lutte changer les mots d'ordres et les objectifs immédiats à atteindre ? Comment utiliser chaque lutte pour la propagande en faveur des buts révolutionnaires finaux du prolétariat ? Aucune de ces questions n'a même simplement été abordée au Congrès de Bordeaux.

Orienter la C. G. T. U. sur les revendications immédiates, sans examiner et clarifier ces problèmes au sein d'une organisation comme la C. G. T. U., dont les cadres anciens viennent du réformisme ou de l'anarcho-syndicalisme, et dont les cadres jeunes sont encore très inexpérimentés, c'est vouer la C. G. T. U. au glissement inéluctable vers le trade-unionisme borné et sans horizon. Au lieu d'apprendre aux cadres syndicaux de la C. G. T. U. à orienter les luttes partielles vers les buts révolutionnaires, le Congrès de Bordeaux a faussement opposé les revendications immédiates à la « Haute politique ».

Le danger de glissement de la C. G. T. U. vers le réformisme est d'autant plus menaçant qu'un grand nombre de syndicats affiliés se rencontrent périodiquement avec le patronat dans des Commissions paritaires, sans que cette situation ait été l'objet d'un examen sérieux et sans que des limites précises aient été fixées.

Enfin, le Congrès de Bordeaux, remarquable par la multiplicité innombrable des mots d'ordre adoptés, n'a pas su mettre en lumière les principaux objectifs immédiats pour lesquels on peut et on doit entraîner les masses à lutter.

LA LUTTE POUR L'UNITE SYNDICALE

Le problème de la lutte pour l'unité syndicale n'ayant pas été largement examiné par les organes réguliers du parti à tous les degrés, s'est posé brutalement à la réunion de la fraction communiste du Congrès de Bordeaux, a opposé divers courants d'opinion, et finalement n'a pas été résolu, d'une façon claire.

La direction du parti, au cours des mois écoulés, n'a pas, par une large discussion publique avec les unitaires de gauche de la C. G. T., travaillé à éclaircir la question de l'Unité syndicale devant l'ensemble des ouvriers ni contribué à l'évolution et à la consolidation idéologique de la gauche unitaire.

Le régime intérieur de plus en plus mauvais qui sévit dans le parti, se transposant trop souvent dans les syndicats gagnés à l'influence communiste, fournit des armes aux adversaires de l'unité syndicale.

Faute d'avoir montré devant la classe ouvrière que la lutte pour l'unité syndicale est nécessairement une lutte acharnée, longue, difficile, contre le noyau essentiel des chefs réformistes, agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ; en affirmant au contraire que personne ne pouvait « s'opposer sérieusement » à la résolution Paris-Etat-Rive Droite, en demandant à la classe ouvrière de briser les « derniers obstacles » qui s'opposent à la réalisation de l'unité syndicale, la direction Monmousseau a fait miroiter la perspective de la réalisation toute proche de l'unité, et a provoqué par là même la désillusion dans nos rangs en face du rejet par la C. G. T. de la motion Paris-Etat-Rive Droite. (Voir *Humanité*, 27 juillet 1927).

Sur la base de cette désillusion provoquée par la politique de la direction Monmousseau, s'est développée

dans nos rangs la tendance à l'abandon de la lutte pour l'unité syndicale, la tendance à se livrer à de prétendues « représailles » contre la C.G.T., la tendance au « grignotage » par la G. G. T. U. des syndicats de la C. G. T.

Ce « grignotage » approfondirait la scission. Les ouvriers de la C. G. T. au fur et à mesure qu'ils deviendraient révolutionnaires, se sépareraient des ouvriers réformistes pour rejoindre nos rangs, se privant de la possibilité d'influer *de l'intérieur* sur les ouvriers demeurés réformistes et abandonnés ainsi à l'influence de Jouhaux.

En menant systématiquement une politique qui a provoqué la croissance de pareilles tendances, la direction Monmousseau, en dépit de belles paroles sur l'unité syndicale, s'est dévoilée comme profondément hostile à la lutte réelle et persévérante pour l'Unité syndicale, et elle a révélé son esprit étroit de « convervatisme d'organisation ».

Si toute cette fausse politique n'était pas radicalement corrigée, la C. G. T. U., glissant de plus en plus vers le réformisme, tendrait sans cesse davantage à devenir une simple maison rivale de la C. G. T., débitant de plus en plus la même marchandise trade-unioniste.

Et, finalement, l'implacable logique d'un tel développement, en dépit des phrases sonores de gauche, aboutirait à l'union des deux C. G. T. sur la base du réformisme et de la liquidation du communisme.

Contre la politique de la direction Monmousseau, qui mène inéluctablement vers de tels résultats, il faut mener un combat impitoyable.

Notre ligne générale dans la lutte pour l'Unité syndicale, c'est de maintenir dans la C. G. T. les syndicats gagnés à l'esprit unitaire et révolutionnaire, jusqu'au moment où, sous une poussée suffisante de la lutte des classes, deviendra réalisable une véritable unité syndicale, laissant seulement en dehors d'elle, les chefs réformistes, la partie fidèle de leur appareil et les quelques ouvriers inconscients qui s'opposeraient à l'unification et à la lutte contre la bourgeoisie.

Parfois, la complexité de la vie peut amener, dans l'intérêt de l'unité et de la lutte, à faire une infraction à la règle générale du maintien dans la C. G. T. des syndicats devenus révolutionnaires. Mais la Commission chargée de décider ces exceptions ne saurait être composée que de partisans sincères de l'Unité syndicale.

Il faut mener une lutte implacable contre tout glissement vers le réformisme à l'intérieur de la C. G. T. U. contre les « grignoteurs » avoués et davantage encore contre les « grignoteurs » cachés, les plus dangereux parce qu'ils ont toujours l'unité syndicale à la bouche.

LES FAUTES OPPORTUNISTES DANS LE MOUVEMENT GREVISTE

Pendant la période d'inflation du premier semestre de 1926, la direction D. S. M. n'a pas su élargir le mouvement des grèves partielles en un mouvement plus général. Au contraire, elle a constamment freiné les mouvements grévistes en opposant *faussement* les grèves partielles aux grandes luttes d'ensemble qui ne peuvent sortir que de l'élargissement, de l'approfondissement et de la coordination des luttes partielles.

La direction D. S. M. n'a su ni préparer, ni exploiter dans l'intérêt des ouvriers la grève du 1er avril 1926, qui cependant mit debout 100.000 ouvriers métallurgistes de la région parisienne, grève au succès de laquelle elle ne croyait d'ailleurs pas.

Lors de la diminution des salaires des mineurs, en avril-mai 1927, la direction D. S. M. lança le mot d'ordre de la grève générale de 24 heures sans la préparer sérieusement. Alors que les chefs réformistes, traitant avec les Compagnies, étaient en train de trahir le prolétariat minier, l'*Humanité*, au lieu de dénoncer la trahison, demandait : Que vont faire les chefs réformistes ? La grève de 24 heures fut remplacée par une Journée Nationale de démonstrations, sans aucune tentative de réaliser la grève au moins dans les bassins où nous pouvions en raison de notre influence, entraîner la grande masse en dépit de la préparation défectueuse.

La direction D. S. M. n'a pas encore fait fonctionner la Commission d'enquête nommée pour étudier l'accord passé avec le patronat textile de Roanne par le délégué de la C.G.T.U. qui, au lieu d'organiser la lutte contre la réduction des salaires, passa un compromis avec le patronat.

En juin 1927, dans la grève des pêcheurs bretons, la direction D.S.M. n'a pas pris à temps toutes les mesures utiles pour déjouer des manœuvres du patronat et de l'Eglise : travail parmi les femmes, insuffisamment et tardivement aidé par le Cen-

tre, absence sur place de camarades rompus aux luttes grévistes et susceptibles de conseiller un mouvement jeune et inexpérimenté. Trompés, par de fausses nouvelles patronales de reprise du travail, les pêcheurs cessèrent la grève dans les divers ports, et le mouvement échoua.

Tous ces faits jugent la politique suivie par la direction D. S. M. dans le mouvement gréviste, sans qu'il soit besoin de les commenter.

LE MOUVEMENT SACCO-VANZETTI

Lors du mouvement Sacco-Vanzetti, la direction D. S. M. a accumulé fautes sur fautes, en l'espace de quelques semaines.

Dispersion des campagnes menées

Les diverses campagnes du parti contre la répression en Chine et en Europe, contre la rationalisation, contre les dettes de guerre, contre les dangers de guerre, ont été menées en ordre dispersé au lieu d'être rassemblées autour du centre d'intérêt que constituait pour les masses l'affaire Sacco-Vanzetti.

Le Front Unique, geste symbolique

La direction du parti n'a pas mené la campagne dans le sens du front unique, alors que la poussée des masses permettait d'arracher de nombreuses organisations socialistes et syndicales de la base à la discipline d'inaction prêchée par les chefs réformistes. Si jamais, au cours de l'histoire de notre parti, dans une situation éminemment favorable, le front unique a été, de la part de la direction, pratiqué par en haut seulement, si jamais il a été réduit à l'envoi d'une lettre ouverte aux chefs, si jamais il s'est borné à un geste symbolique de la dernière minute, c'est bien dans la campagne Sacco-Vanzetti. La seule proposition de front unique qui précéda l'exécution des condamnés fut adressée le 21 août, au soir, c'est-à-dire la veille de l'exécution, par le bureau de la C. G. T. U. au bureau de la C. G. T.

Heureusement, il y eut à la base d'heureuses initiatives et de belles réalisations de front unique, mais elles ne furent aidées en rien par la campagne de presse menée dans l'*Humanité* par la direction du parti.

Or, depuis longtemps, il est devenu clair dans toute l'Internationale, que pratiquer dérisoirement le front unique, signifie la crainte de la lutte directe des masses et est une caractéristique de l'opportunisme.

Le parti à la remorque de la bourgeoisie

Dans la lutte Sacco-Vanzetti, l'hégémonie n'a pas été recherchée dès le début, et l'on a vu s'épanouir dans l'*Humanité* (5 août), la théorie selon laquelle le prolétariat ne devrait que venir en renfort, après « la presse de différentes nuances », après les « sommations respectueuses », après les « appels à l'humanité », après la « discussion courtoise », après « l'indignation des intellectuels ».

Il a été très difficile de remonter ensuite le courant et de replacer la lutte sur son véritable terrain de classe.

Ne te laisse pas provoquer !

Lors de toutes les démonstrations qui ont précédé dans toute la France l'exécution de Sacco et de Vanzetti, tous les appels du parti ont mis la masse sous la terreur constante de l'idée qu'elle serait le jouet des provocateurs. Ce n'est pas ainsi qu'on lutte contre la provocation policière. On lutte contre elle en encadrant les démonstrations par des groupes de camarades avertis qui savent distinguer entre ce qui est la volonté combative des masses et ce qui est la provocation policière. Briser la combativité de la masse en lui répétant sans cesse : Ne te laisse pas provoquer !, ce fut, dans la période des grandes luttes ouvrières allemandes, l'une des caractéristiques de l'opportunisme de Brandler, et le refrain : Ne te laisse pas provoquer ! était alors devenu la risée de tous dans l'Internationale.

La manifestation du 23 août

La manifestation du 23 août sur les boulevards, à la suite de l'exécution de Sacco et de Vanzetti, fut conduite sous des mots d'ordres inacceptables.

L'*Humanité* (25 août), marque que la « provocation était annoncée depuis plusieurs jours ». Et, en face de la police, armée jusqu'aux dents, résolue à frapper, on envoie la foule manifester malgré l'interdiction gouvernementale en lui disant : « Du calme, de la dignité, *pas d'armes !* » et en même temps, on ne fait pas appel aux groupes de défense ouvrière en civil, pour protéger la manifestation.

On n'a pas le droit d'exposer ainsi aux coups de l'ennemi, la masse désarmée et non protégée.

Certes, il ne fallait pas aller au putschisme, il ne fallait pas dire : Aux armes et sus à la police ! Le rapport des forces ne permettait pas l'offensive.

Mais il fallait organiser la défensive contre la police et protéger la démonstration contre l'attaque policière annoncée depuis plusieurs jours. Il fallait couvrir la retraite de la manifestation, l'encadrer et l'entraîner vers d'autres objectifs connus d'un nombre suffisant de chefs sûrs. En cela, devait consister le travail des groupes de défense ouvrière.

Faute d'avoir ainsi organisé la démonstration avec eux, la majeure partie de celle-ci fut morcelée en petits paquets infimes. Une bonne organisation de la manifestation eût considérablement réduit nos pertes, et eût permis d'entraîner à Montmartre, non une colonne importante, certes, mais la majeure partie de nos forces.

La reculade du 19 septembre

Après avoir annoncé que nous empêcherions le Congrès de l'American Legion et le défilé du 19 septembre, nous avons reculé.

Il était à prévoir, au moment où la direction D.S.M. lançait son défi, que la bourgeoisie ferait une contre-préparation formidable. Depuis ce temps, rien d'imprévisible ne s'est produit. Au contraire, la manifestation du 23 août, si elle n'a été qu'un succès, insuffisant en raison des fautes commises, a cependant réussi au delà de ce que pensait la direction D.S.M.

Avec une direction résolue, qui ne serait pas déchirée par des hésitations et des tiraillements internes, avec une bonne préparation politique et technique, une manifestation maintenue sur la défensive eût été possible sur la voie publique le 19 septembre à Paris, dans un quartier éloigné du lieu du défilé.

Comment on masque une reculade

Au lieu de faire la préparation politique et technique nécessaire, la direction D.S.M., battit en retraite, sur toute la ligne, présentant sa reculade comme un chef-d'œuvre de tactique bolchevique (!)

Le projet de manifeste annonçant pour le 19 septembre, la manifestation de Clichy, et où la reculade de la direction D.S.M. était représentée comme la « Journée de la Peur » bourgeoise, est resté à l'état de projet, mais le fait même qu'un tel projet ait pu être rédigé, met à nu les procédés de bluff et de cabotinage auxquels une direction opportuniste, quand elle ne se trouve pas en face de vigoureuses protestations, n'hésite pas à recourir pour masquer ses fautes et cacher la réalité au prolétariat.

L'*Humanité*, pour justifier la reculade, n'a cessé de répéter sur tous les tons et sous une forme parfois assez habile : Ou bien c'est le Grand Soir et la Révolution, ou bien on ne manifeste que dans les formes autorisées par le Gouvernement. C'est un véritable poison réformiste qu'on tente ainsi d'inoculer au prolétariat. Jamais un révolutionnaire digne de ce nom, jamais un véritable bolchevik, ne se laissera enfermer dans une telle alternative.

La Révolution ne peut venir et triompher que si, préalablement, dans la succession des luttes partielles, quand la situation le permet, la masse a été entraînée à se mesurer sur la voie publique avec les forces armées de la bourgeoisie.

A la remorque des chefs réformistes

Quand fut décidée, en principe, la manifestation en banlieue, l'Union parisienne des Syndicats Unitaires proposa le front unique à l'Union confédérée. Front unique par en haut seulement ! En attendant la réponse, on se croisa les bras. Comme la réponse ne venait toujours pas, le Comité d'action, le 15 septembre, à trois jours de la manifestation, se décida enfin à convoquer les travailleurs à Clichy pour le 19.

Ainsi, en attendant le bon plaisir des chefs réformistes, on ne commença dans les usines aucune préparation sérieuse ! C'est seulement le 15 au soir que les chefs confédérés, sans se donner la peine de répondre directement, annoncèrent leur refus dans le *Peuple*. La proposition faite par l'Union unitaire ne fut connue qu'après le refus. C'est seulement le 17 septembre qu'elle fut publiée dans l'*Humanité*.

Jamais il n'y avait encore eu dans l'histoire de notre parti, une telle caricature du front unique, ravalé au rang de négociations diplomatiques entre chefs, négociations cachées à la masse tant qu'elles sont en cours, négociations connues de la masse seulement lorsqu'elles ont abouti ou lorsqu'elles ont échoué. Il n'est guère possible de se mettre plus complètement à la remorque des chefs réformistes.

PARTICIPATION VOLONTAIRE AU FRONT UNIQUE DES AUTRES CONTRE SOI-MEME

Le 9 octobre devait avoir lieu la commémoration de Sacco et de Vanzetti, dont les masques mortuaires étaient parvenus à Paris.

La municipalité communiste d'Ivry avait tout préparé pour cette commémoration, et décidé d'appeler la masse à inaugurer la nouvelle rue Sacco-Vanzetti.

Le Comité Sacco-Vanzetti, formé de quelques anarchistes et de quelques intellectuels bourgeois sans influence appréciable, déclina l'invitation de la municipalité d'Ivry et décida d'exposer à la mairie de Saint-Ouen, les masques mortuaires.

La direction D.S.M., ou tout au moins ceux qui sont ses hommes de confiance, décida de se mettre à la remorque du Comité anarcho-démocrate sans influence et de convoquer à Saint-Ouen les travailleurs parisiens.

Ceux-ci eurent ainsi l'occasion d'assister, de loin, c'est vrai, à la manifestation anarcho-démocrate organisée contre leur parti de classe et contre l'U.R.S.S.

C'est la première fois dans l'histoire de notre parti, qu'une direction se met à la remorque de « rien » pour que « rien » devienne « quelque chose ». C'est la première fois dans l'histoire de notre parti, qu'une direction participe volontairement à une manifestation anarcho-démocrate dirigée contre le parti.

Dans la campagne Sacco-Vanzetti, il ne restait plus qu'une faute à commettre. Elle a été commise.

LA DIRECTION D.S.M. EST UN DANGER POUR LE PROLETARIAT

La direction D.S.M. ne peut invoquer comme excuse valable que plusieurs de ses membres étaient en prison lors de la campagne Sacco-Vanzetti. Monmousseau était en liberté lors des événements de Saint-Ouen. Et, si Lénine pouvait diriger de l'étranger le mouvement ouvrier de Russie, il est bien évident, *toutes proportions gardées* ; qu'une direction de parti peut, de la Santé, montrer à ceux de l'extérieur le chemin à suivre. La Santé n'est pas isolée du reste du monde.

Les quelques succès prolétariens obtenus dans la lutte pour Sacco et Vanzetti, l'ont été, non pas *à cause* de la politique suivie par la direction D.S.M., mais *malgré elle*.

Il est clair d'ailleurs, qu'il ne s'agit nullement d'erreurs accidentelles. La continuité des erreurs qui s'est manifestée lors de la campagne Sacco-Vanzetti, montre combien *la ligne générale de la direction D.S.M. est absolument fausse et profondément opportuniste*. Les erreurs commises maintenant sont la conséquence *inéluctable* de toute la politique suivie depuis plus d'une année.

A la manière dont la direction D. S.M. a gaspillé l'effort déployé par la classe ouvrière dans la lutte pour Sacco et Vanzetti, on peut juger quel danger redoutable constitue pour le prolétariat une telle direction en face des grandes luttes qui sont dans notre perspective.

LES GROUPES DE LA DEFENSE OUVRIERE

Malgré les engagements pris par elle à maintes reprises, la direction D.S.M. n'a apporté aucune aide sérieuse, ni aux groupes de défense ouvrière, ni au développement des « Combattants du Front Rouge ».

Lors de la manifestation Sacco-Vanzetti, la direction D.S.M. n'a même pas fait appel aux groupes de défense ouvrière existant déjà. Comment pourrait-elle songer sérieusement à les développer ?

Et maintenant au lieu de développer ces groupes, on prépare une politique de morcellement de ces groupes entre les diverses organisations. Cet éparpillement des forces de défense ouvrière, en face de la concentration des forces policières et militaires de la bourgeoisie, mène à l'impuissance.

Et ainsi, quand les masses voudront combattre ou même simplement manifester malgré l'interdiction gouvernementale, la direction D.S.M. invoquerait comme des impossibilités, les difficultés résultant de sa politique d'impréparation.

Avec une telle politique, nous serions constamment en retard sur la combativité des masses et hors d'état d'encadrer et de diriger la lutte des masses dans la rue. Est-ce cela la politique de l'avant-garde prolétarienne ?

Et pendant ce temps-là, à l'appel des chefs réformistes et en particulier de Frossard, s'ébauche une espèce de « Reichsbanner » française, qui tout comme la prétendue « armée rouge » de la social-démocratie autrichienne, se tournera aux moments décisifs contre les ouvriers.

L'INSURRECTION VIENNOISE

Lors de l'insurrection viennoise de juillet, la direction D.S.M. a mené une politique radicalement fausse.

La milice socialiste, dirigée et contrôlée par les agents réformistes de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, a été représentée comme une « armée rouge ». Et cette prétendue « armée rouge » a aidé le gouvernement Seipel à mâter le mouvement, à fusiller les ouvriers.

Adoptant comme point de départ l'analyse faite par les social-démocrates de la situation, la direction S.D.M. représenta l'insurrection autrichienne comme vouée d'avance à l'échec, par suite de l'intervention étrangère.

Dans ces conditions, il était évidemment impossible de mobiliser la solidarité active du prolétariat français.

Il aurait fallu montrer au prolétariat autrichien quelles possibilités réelles, il avait en cas de victoire pour jouer pendant un certain temps entre les rivalités des impérialismes voisins, incapables de passer immédiatement les compromis nécessaires pour effectuer sans délai une intervention armée contre la Révolution. Il fallait évoquer la perspective des Soviets et de l'adhésion de la Révolution autrichienne victorieuse à l'Union Soviétique.

LA DEFENSE DE LA REVOLUTION CHINOISE

Après le coup d'Etat de juillet à Hankéou, la direction D.S.M. n'a mené aucune campagne sérieuse contre la répression atroce des ouvriers et des paysans chinois par la bourgeoisie nationale et ses généraux.

Le Sun-Yat-Senisme, doctrine du libéralisme bourgeois, n'a fait l'objet d'aucune critique, notamment lors du voyage de Eugène Chen et de Mme Sun-Yat-Sen à Moscou.

Le mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan, qui continue à combattre en ordre dispersé, n'est plus évoqué que de temps à autre, dans quelques filets ou quelques brefs articles, enfouis à la troisième page de l'*Humanité*.

Il semble qu'on veuille sous un demi-silence, se débarrasser de ce mouvement révolutionnaire chinois, qui vaincu par suite de la politique opportuniste de Staline, persiste cependant à lutter et à combattre les armes à la main.

LA LUTTE CONTRE « L'ESPIONNAGE COMMUNISTE » ET CONTRE LA GUERRE

Dans la lutte contre la guerre, le rôle des traîtres « de gauche » du Conseil général des Trade-Unions, c'est-à-dire des traîtres les plus dangereux, n'a pas été mis en lumière. Purcell a été représenté sous la plume de Monmousseau, comme un ami de la Révolution Soviétique contre lequel il n'y a pas de critiques à apporter. (*L'Humanité*. Article leader 4 août 1927.)

Toute la campagne contre les dangers de guerre s'en est trouvée singulièrement affaiblie.

Dans les poursuites contre le prétendu « espionnage communiste », la direction D.S.M. a gardé trop longtemps le silence et n'a ensutie mené aucune campagne systématique pour opposer aux accusations de la bourgeoisie le droit et le devoir pour les communistes, les ouvriers et les paysans, de rechercher et de dénoncer à l'opinion ouvrière internationale les faits concrets de préparation à la guerre par la bourgeoisie impérialiste.

Comment lutter sérieusement contre la guerre, si on n'appelle pas les travailleurs à en dévoiler les préparatifs les plus secrets.

LA DEFENSE DE L'U. R. S. S.

La direction D. S. M. a longtemps gardé le silence en face de l'utilisation de Sacco et de Vanzetti par les bourgeois de gauche et par les chefs anarchistes et socialistes en faveur de la suppression en Russie de la peine de mort appliquée aux contre-révolutionnaires. Même quand la direction D. S. M. a abordé cette question, elle ne l'a pas traitée comme il aurait fallu. Elle n'a pas évoqué l'exemple de la Révolution bourgeoise de 1789 en face de la Sainte-Alliance monarchique et féodale. Elle n'a pas expliqué pourquoi nous sommes pour la peine de mort appliquée en Russie aux contre-révolutionnaires.

Exagérant sur la *Pravda*, l'*Humanité* a gardé, non pas dix jours, mais trois semaines durant, le silence le plus complet en face de la campagne de la réaction pour le rappel de Rakowsky et dans la perspective pour la rupture des relations diplomatiques.

Puis, l'*Humanité* a mené sa campagne en faisant passer au premier plan l'intérêt des petits porteurs, reléguant ainsi à l'arrière-plan l'appel à l'action du prolétariat. Il fallait s'adresser aux petits porteurs comme à un *allié* possible des ouvriers, et non comme à la force principale capable de s'opposer au rappel de l'ambassadeur et à la rupture diplomatique avec l'Union. Notre parti est une section de l'Internationale Communiste et non une section de l'Internationale des petits porteurs de fonds russes.

Imitant la *Pravda* de Staline jusque dans ses fautes les plus graves, l'*Humanité* a laissé entendre que, après tout, si le gouvernement français y tenait et l'exigeait, Rakowsky serait rappelé. Elle a même annoncé son rappel pour le démentir le lendemain.

Toute cette politique a renforcé l'audace de la réaction et du Gouvernement français ; elle a grandement favorisé le rappel de Rakowsky, premier pas vers la rupture des relations diplomatiques.

On défend l'*U. R. S. S.* non en cachant ses difficultés, ses points faibles et les fautes du groupe Staline ; on défend l'U. R. S. S. en appelant la masse ouvrière de Russie et du monde entier à unir ses forces pour surmonter les difficultés, pour remédier aux faiblesses et pour combattre impitoyablement l'opportunisme staliniste, qui affaiblit l'Etat prolétarien à l'intérieur comme à l'extérieur ; à la vindicte du grand capitalisme, mais en appelant le prolétariat et les masses à défendre en la personne de l'ambassadeur, l'Union soviétique attaquée.

Seule l'opposition est pour la défense intégrale de l'Etat prolétarien, car seule elle le défend à la fois contre l'opportunisme staliniste débilitant, et contre l'impérialisme qui s'arme jusqu'aux dents.

LA SITUATION A L'INTERIEUR DU PARTI FRANÇAIS

En dépit de quelques succès remportés dans la lutte contre les périodes de réserve, le bilan de la politique opportuniste du groupe D. S. M. est un bilan largement passif.

Il en a été de même à l'intérieur de notre parti comme dans toute l'Internationale.

L'opportunisme s'est frayé le chemin dans notre parti et à sa direction, en dissociant les forces de gauche qui avaient bâti le parti dans la lutte contre l'opportunisme, le centrisme et l'anarcho-syndicalisme en dissociant ces forces de gauche, qui constitu l'âme et l'armature communiste de notre parti.

L'opportunisme s'est camouflé en redresseur léniniste de fautes réelles commises par divers groupes de gauche. Il opposa ces groupes artificiellement les uns aux autres avec une habileté subalterne consommée. Puis, quand il se crut le maître de la situation, il développa toute sa ligne politique funeste, en affirmant *faussement* que c'était là le véritable bolchevisme.

IL Y A FAUTES ET FAUTES

Il ne s'agit nullement de masquer ou d'atténuer les fautes commises par l'ancienne direction du parti avant la Conférence des 1er et 2 décembre 1925.

Mais, il faut marquer que l'ancienne direction, c'était la direction actuelle, plus les camarades Treint et Suzanne Girault. Sur l'ensemble de la ligne politique suivie alors, la direction actuelle porte donc sa part de responsabilité.

Mais si les décisions furent *presque toutes* prises à l'unanimité, il faut reconnaître que dans *les discussions* du Bureau politique, la gauche représentée par Treint et Suzanne Girault, cherchait à entraîner la direction du parti dans la voie révolutionnaire, tandis que des éléments comme Deriot et Monmousseau tendaient sans cesse vers les solutions opportunistes.

Il est d'ailleurs absolument clair, maintenant, que l'élimination de Treint et de Suzanne Girault a laissé le champ libre à l'opportunisme de la direction actuelle.

Il est également absolument clair maintenant, que l'élimination de Treint et de Suzanne Girault, loin d'améliorer le régime intérieur du parti, n'a abouti en définitive qu'à l'aggraver.

Les directives parfois trop subites par lesquelles les camarades Treint et Suzanne Girault, suivis par leurs co-responsables, entraînaient le parti trop en avant des masses mais dans la voie révolutionnaire, si elles constituèrent une faute dont il faut savoir tirer les leçons, ne peuvent cependant être en rien assimilées à l'oppression sans merci exercée actuellement par la direction D. S. M. pour entraîner à l'opportunisme notre parti, profondément révolutionnaire dans sa masse.

Par rapport aux fautes commises en commun par l'ancienne direction, le groupe Treint-Suzanne Girault et le groupe Doriot-Sémard-Monmousseau se comportent très différemment.

Le groupe Treint-Suzanne Girault proclame sa responsabilité. Le groupe Doriot - Sémard - Monmousseau, lui, fuit sa responsabilité, et cherche à s'en décharger en prenant la camarade Suzanne Girault comme bouc émissaire. Ils ne sont pas dignes d'être des chefs, ceux-là qui éludent leurs responsabilités.

Le groupe Treint-Suzanne Girault travaille à améliorer le régime intérieur du parti pour mieux travailler

dans le sens révolutionnaire. Le groupe Doriot-Sémard-Monmousseau, aggrave le régime intérieur du parti et le met au service de l'opportunisme.

Aussi, tout révolutionnaire sérieux luttera de toute son énergie contre la tentative de la direction opportunisme D. S. M. de masquer ses fautes catastrophiques d'aujourd'hui, en rejetant exclusivement sur d'autres et en agitant les fautes d'hier qui sont loin de revêtir le même caractère et la même importance.

Au moment où l'influence diffuse du communisme grandit dans les masses, la politique opportuniste de la direction D. S. M. provoque une crise intérieure menaçant gravement le parti, ainsi qu'une crise grandissante entre le parti et les masses sympathisantes.

Les fautes de la gauche furent la conséquence de son inexpérience et de son impatience révolutionnaire, et c'est pourquoi elles ne menaçaient pas les bases fondamentales du bolchévisme.

Et puis, il n'y eut pas que des fautes, et une comparaison s'impose.

En dépit de la situation objective beaucoup plus favorable d'aujourd'hui, alors que l'expérience a contribué à dissiper les illusions du Bloc des Gauches parmi de nouvelles couches travailleuses, la direction D.S.M. a été incapable de mettre debout un mouvement qui puisse être comparé à la série des Congrès ouvriers et paysans dressés contre la guerre du Maroc et les impôts Caillaux, un mouvement même qui puisse être comparé à la grève du 12 octobre 1925. A cause de ses fautes, la gauche n'a pas réussi à entraîner la grande masse, c'est vrai, mais elle a réussi à arracher de nouvelles forces à l'influence des chefs réformistes et à entraîner une avant-garde élargie dans la direction révolutionnaire.

La politique de la direction D.S.M., profondément opportuniste et révisionniste, en s'écartant toujours davantage du bolchévisme, en s'opposant de plus en plus au bolchévisme *par tous les moyens*, mène à la liquidation du mouvement révolutionnaire et tourne le dos à la révolution mondiale.

LA DISSOCIATION DE LA GAUCHE

L'ancienne direction ne sut pas toujours apprécier exactement le rapport des forces de classes en présence, elle pécha par impatience révolutionnaire elle voulut parfois forcer au-delà du possible l'évolution des masses, elle lança parfois pour la lutte immédiate des mots d'ordre « trop en avant » qui tendaient à séparer le gros des forces prolétariennes de son avant-garde communiste. Elle plaçait ainsi les militants dans l'alternative de choisir entre les mots mots d'ordre « trop en avant » lancés par elle et les nécessités de l'action de masse.

Ces fautes déterminèrent un malaise dans le parti, malaise que l'ancienne direction tenta de résoudre, non par un redressement tactique, mais par des méthodes de pression mécanique. Il en résulta un mauvais régime intérieur, tendant à isoler la direction de la base du parti et des syndicats, et rendant par là même, plus difficile la correction des erreurs.

Le camarade Treint vit assez tôt le péril en France, et quel redressement politique et tactique il fallait opérer, mais il ne sentit pas la véritable situation en Russie ,et ne comprit pas que le groupe Staline ne pouvait nullement opérer le redressement nécessaire et qu'en s'alliant à lui, il favorisa la main-mise de ce groupe opportuniste sur le parti.

La camarade Suzanne Girault sentit vivement le danger opportuniste que constituait le groupe Staline en Russie et le groupe Doriot-Monmousseau en France. C'est la crainte de laisser passer ce danger qui l'amène à ne pas voir avant le 1er décembre 1925, les corrections à apporter à la ligne suivie jusqu'alors, ce qui donne une base de manœuvre au groupe Doriot-Monmousseau pour frayer un chemin à sa politique opportuniste.

Ces divergences, utilisées par le groupe Doriot-Monmousseau, permirent à celui-ci d'aggraver artificiellement la dissociation de la gauche.

Le groupe Staline, au 6e Exécutif élargi de février 1926, opéra sa jonction étroite avec le groupe Doriot-Monmousseau, et prépara le ralliement de Sémard.

Ces alliés manœuvrèrent pour accentuer la dissociation de la gauche. Les feux se concentrèrent sur la camarade Suzanne Girault, demeurée en France, tandis que le camarade Treint était retenu pendant plus d'une année à Moscou, où on s'essayait à le discréditer en le représentant *faussement* comme un partisan de la S. D. N.

Ainsi, l'opportunisme, ayant écarté les obstacles principaux de sa route, put mettre la main sur le parti français et sur sa direction.

RÉGIME INTÉRIEUR INTOLÉRABLE DU PARTI

Pour faire avaler au parti, ne fût-ce que provisoirement, sa politique opportuniste, le groupe D. S. M., d'accord avec le groupe Staline, a maintenu la masse communiste française dans l'ignorance la plus complète des faits de la véritable situation et des opinions *véritablement* émises par l'opposition.

Dans le parti français, la direction D. S. M., au lieu de se corriger par la critique du parti, vise à briser toute critique, tantôt par des méthodes de pression habiles et doucereuses, tantôt par les mesures les plus brutales, quand elle se heurte à des bolchéviks irréductibles.

On change arbitrairement la composition des cellules, pour y créer des majorités artificielles, on n'hésite pas quand c'est possible à dissoudre les cellules qui veulent simplement savoir et s'informer, on se sert mécaniquemnt des moyens administratifs pour étouffer la vie politique de la base du parti. Les Conférences d'Informations, de plus en plus rares, ne traitent pas des questions les plus importantes. On dit à l'ouvrier communiste. Fais ton travail pratique, et pour ce qui est de la politique, crois sur parole, sans chercher à t'informer.

Faute d'orienter, par une politique bolchévique, le travail pratique, vers les perspectives révolutionnaires, on développe de plus en plus à la base du parti l'esprit trade-unioniste le plus borné.

Et au sommet, les diverses nuances de l'opportunisme, pour masquer leurs divergences, pour bloquer contre le bolchévisme, éludent les problèmes essentiels, les problèmes les plus vitaux de la politique internationale comme de la politique nationale.

Le camarade Doriot, le véritable chef du bloc opportuniste, écrivait le 15 septembre 1926 au représentant de l'Internationale :

« Vous savez également qu'avant et après Lille, j'ai toujours évité des discussions *que je croyais nécessaires et utiles* dans le Bureau politique, lorsqu'elles pouvaient gêner la marche collective du B. P. Souvent, j'ai reculé pour poser certaines questions qui auraient pu gêner le travail de notre Bureau politique. Chaque fois que l'occasion s'est manifestée, j'ai prouvé que je faisais tous les efforts pour collaborer avec le camarade Semard. »

Ainsi, selon Doriot, résoudre « les questions nécessaires et utiles » au développement du parti, c'est gêner le travail du Bureau politique. Le travail du Bureau politique, ce n'est pas de montrer la voie au parti, de lui soumettre les problèmes politiques les plus importants et de l'aider à les résoudre, le travail du Bureau politique, c'est d'étouffer dans le silence les divergences politiques et de maintenir, ainsi avec Semard le bloc staliniste anti-bolchévik.

Ce n'est pas sur cette base, ni par de telles méthodes, que Lénine nous a appris à développer le parti et à rassembler ses forces.

Sous la direction de gauche, tout ne fut pas parfait, mais du moins les documents essentiels des diverses oppositions étaient publiés dans les *Cahiers du Bolchévisme*, et aucune exclusion n'eut lieu sans que le parti ait eu *au préalable* la possibilité de connaître l'opinion des divers groupes oppositionnels.

Le régime intérieur établi par la direction D. S. M., qui tantôt brutalise et tantôt chloroforme le parti, est absolument contradictoire avec la formation, le maintien et le développement d'une avant-garde révolutionnaire.

LE PROLETARIAT A BESOIN D'UN PARTI BOLCHEVIK UNI ET FORT

Tout bolchévik doit par une lutte acharnée à l'intérieur du parti, éliminer de nos rangs le bureaucratisme et l'opportunisme, et constituer, *sur la base du bolchévisme retrouvé*, un parti fort, uni, capable de résoudre les questions politiques qui se posent devant lui, et d'entraîner le prolétariat dans la lutte implacable contre l'offensive croissante du capitalisme.

VERS L'AGGRAVATION DE LA CRISE CAPITALISTE

La crise du capitalisme français va s'aggravant.

Les prix de revient trop élevés rétrécissent à la fois les débouchés intérieurs et les débouchés extérieurs.

L'*industrialisation* de la France se poursuit beaucoup moins par l'augmentation du nombre des usines, que par la *rationalisation*, permettant d'abaisser les prix de revient par la diminution des salaires, par la taylorisation du travail et par l'amélioration de l'outillage et de la technique. Cela va de pair avec une attaque à fond contre la journée légale de

8 heures qui, en pratique a presque complètement disparu.

Les milliards de capitaux français rapatriés, et les 25 milliards de capitaux étrangers, américains pour la plupart, qui ont pénétré cette année dans l'économie française, ne trouvent que partiellement à s'investir, hésitent devant la crise et sont déposés en grande partie dans les Banques.

La vie économique se ralentit ; les transports par voie ferrée vont diminuant, les stocks de marchandises s'accumulent, la balance commerciale, si elle reste active accuse une diminution d'importation des matières premières et une diminution d'exportation des produits fabriqués. Le rendement des impôts indirects diminue.

Tandis que les débouchés à l'extérieur se rétrécissent, le marché intérieur s'appauvrit. Le chômage partiel grandit. Le chômage total est utilisé par le grand patronat pour imposer des diminutions de salaires. En août dernier, 13 milliards d'impôts nouveaux ont été votés, pesant directement ou par incidence sur les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie. Si les prix de gros ont légèrement diminué, les prix de détail résistent à la baisse. Et l'augmentation des charges fiscales, l'augmentation de 18 à 25 francs des droits d'entrée sur le blé, la levée des prohibitions de sortie pour la viande et plusieurs autres denrées permettent de prévoir une nouvelle augmentation du prix de la vie.

LA POLITIQUE INTERIEURE DU GRAND CAPITALISME ET DE POINCARE

Pour élargir ses débouchés à l'extérieur, l'industrie française a besoin d'abaisser ses prix de revient. Cet abaissement est une question de vie ou de mort pour le capitalisme français, qui à cause de cela recourt à la *rationalisation*.

Pour mener à l'extérieur une politique impérialiste de grande envergure, le capitalisme français veut, dans ses tendances dominantes, un franc *revalorisé* qui puisse se mesurer avec la livre et le dollar.

Mais, la *rationalisation* comporte l'accroissement du chômage et la réduction des salaires.

D'autre part, la *revalorisation*, techniquement possible dès aujourd'hui, n'est économiquement possible que par une nouvelle compression des salaires, et, en autre, elle lèserait gravement la petite bourgeoisie commerçante et la petite paysannerie, qui sont en général, débitrices de francs, et qui, ayant emprunté des francs bon marché, devraient rembourser des francs chers, des francs revalorisés.

Ainsi, *rationalisation* et *revalorisation* comportent *une aggravation formidable de l'offensive capitaliste*, appelant *la résistance croissante des masses*.

Mais, en période électorale, cette intensification de la lutte des classes est gênante pour le capitalisme.

Aussi, le grand capitalisme réactionnaire avec Poincaré qui veut se faire confirmer au pouvoir par les élections de 1928, tempère *dans une certaine mesure* le développement de l'offensive capitaliste, modère l'allure de la rationalisation, cache sous la défense de la stabilité du franc, ses intentions secrètes de revaloriser, prêche la nécessité de l'Union Nationale en agitant le spectre d'une nouvelle inflation, et frappe les organisations révolutionnaires comme compromettant par leur activité l'œuvre du redressement financier et le rayonnement de la France à l'extérieur.

Offensive capitaliste et rationalisation vont cependant malgré tout en se développant.

Et la victoire électorale une fois acquise, le grand capitalisme réactionnaire, recourant à la rationalisation accélérée et tentant la revalorisation monétaire, mettrait de plus en plus hardiment les forces de l'Etat au service de l'offensive capitaliste redoublée.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GRAND CAPITALISME FRANÇAIS ET DE POINCARE

En consolidant la situation financière de l'Etat, en essayant de résoudre la crise économique sur le dos des masses travailleuses, l'impérialisme français rêve de jouer un rôle de tout premier plan dans la politique mondiale.

Il lutte pour étendre ses débouchés, il aggrave et systématise son exploitation coloniale, il est en train de négocier sa main-mise sur le Maroc espagnol, il lutte pour la prépondérance sur la Méditerranée, il exporte le trop-plein de ses capitaux aux Balkans, en Turquie, au Mexique, etc...

Il fait de son nouveau tarif douanier une arme dans les négociations avec les autres impérialismes. Il a conclu l'accord douanier franco-alle-

mand, et, en échange des concessions douanières accordées à l'Allemagne, la métallurgie d'Outre-Rhin continue à consentir dans le *Cercle de l'Acier* à limiter ses exportations et à payer aux Français de lourdes amendes. Ainsi, l'industrie française a les mains plus libres pour rationaliser, en partie aux frais de son concurrent germanique.

L'impérialisme français cherche à se dégager de l'emprise financière des Etats-Unis et de l'Angleterre, et, s'il a commencé à rembourser les dettes par un règlement provisoire, il guette la conjoncture favorable à une révision avantageuse.

Ce que Londres et New-York prendraient en moins aux travailleurs de France, le capitalisme français pourrait se l'approprier et améliorer encore sa situation intérieure et internationale.

Pour mâter la classe ouvrière à l'intérieur et pour mener à l'extérieur sa grande politique de proie, l'impérialisme français s'arme jusqu'aux dents, sur terre et sur mer, et prépare la mobilisation totale pour les conflits futurs.

Mais le trait saillant de la politique extérieure de l'impérialisme français, c'est à l'heure actuelle, sa participation active à la lutte contre l'U.R.S.S., et le rappel de Rakowsky sert de prélude à la rupture désirée des relations diplomatiques. Dans une guerre éventuelle contre l'U. R. S. S., l'impérialisme français s'apprête à jouer son rôle.

9° Propositions pratiques.

SUR LE TERRAIN NATIONAL

Pour répondre aux nécessités les plus urgentes de la situation en France, il est nécessaire que le parti adopte les propositions pratiques suivantes :

I. *MOTS D'ORDRE GENERAUX POUR L'ACTION IMMEDIATE DES MASSES*

Développer l'agitation parmi les masses sur les mots d'ordre généraux suivants, en les précisant en face de chaque événement et de chaque situation particulière :

1° Lutte pour raccourcir la journée de travail et résistance à la diminution de la paye hebdomadaire. Lutte pour l'augmentation des salaires, dans les cas où c'est possible ;

2° Lutte contre la répression et pour l'amnistie totale en faveur de toutes les victimes du régime capitaliste ;

3° Lutte pour l'Unité syndicale ;

4° Lutte contre les dangers de guerre impérialiste ;

5° Bas les mains devant l'Union Soviétique ! (Maintien des relations diplomatiques.)

II. *CAMPAGNE ELECTORALE DE* 1928

1° *Avant tout*, utiliser la campagne électorale pour l'agitation en faveur des mots d'ordre précédents, pour l'appel à la lutte directe des masses et pour la propagande des buts révolutionnaires du prolétariat ;

2° Dans le parti, lutter contre toute déviation électoraliste et fixer clairement la tactique. Mettre à l'étude, dans le parti, les thèses du 2e Congrès mondial sur l'utilisation des élections et du Parlement ;

3° Au premier tour, un candidat dans chaque circonscription. Au second tour, s'il y a lieu, désistement seulement en faveur du candidat acceptant nos mots d'ordre d'action immédiate. Exceptions décidées sous le contrôle et la responsabilité du C. C. ;

4° Porter la critique, l'agitation et la propagande révolutionnaire dans toutes les réunions des autres candidats, au premier comme au second tour.

III. *CONGRES DU PARTI*

1° Convoquer le Congrès du Parti pour le début de 1928 :

2° Publication immédiate et mise en discussion de la présente plateforme ;

3° Publication immédiate de tous les documents de l'opposition russe et internationale ;

4° Discussion de l'organisation du parti sur la base des principes suivants :

a) Assurer la décision réelle aux éléments prolétariens du parti ;

b) Travailler parmi les ouvriers, principalement à l'usine ;

c) Lier l'activité quotidienne dans tous les domaines aux buts révolutionnaires finaux ;

d) Assouplir l'organisation du parti et la simplifier en vue du rendement maximum ;

5° Assemblées d'information et de discussion par rayon et par région, convoquées immédiatement, et inscrivant à leur ordre du jour toutes les questions fondamentales faisant l'objet de divergences ;

6° Possibilité pour *tout* membre du parti de participer à la discussion dans *toutes* les assemblées d'information et de discussion. Possibilité de défendre le point de vue de l'opposition devant chaque Conférence désignant des délégués pour le Congrès.

SUR LE TERRAIN INTERNATIONAL

Pour répondre aux nécessités urgentes de la situation internationale, il est nécessaire d'adopter les propositions suivantes :

1° Cessation immédiate dans le P. C. de l'U. R. S. S. des emprisonnements, exclusions et brimades vis-à-vis des membres de l'opposition. On ne peut fêter le 10e anniversaire de la Révolution bolchevique en persécutant ceux qui demeurent fidèles au bolchevisme ;

2° Réintégration des camarades Zinoviev, Trotsky et Vouïovitch dans le C. E. de l'I. C., leur exclusion étant anti-statutaire ;

3° Réintégration immédiate par l'Internationale des camarades Zinoviev et Trotsky, dans le C. C. russe, leur exclusion ayant été décidée sans discussion préalable devant l'ensemble du parti sur les questions politiques fondamentales en litige ;

4° Réintégration immédiate par l'Internationale du groupe Urbans en Allemagne, ce groupe défendant les principes bolcheviques dans toutes les questions fondamentales actuelles. Possibilités pour le groupe Urbans de défendre son point de vue dans la presse communiste allemande et internationale ;

5° Réintégration immédiate des oppositionnels exclus depuis le 7e Exécutif élargi, dans les divers partis et en particulier dans le parti russe ;

6° Publication immédiate de tous les documents de l'opposition et de tous les documents de nature non secrète permettant d'éclairer la masse communiste ;

7° Discussion ample et vraiment contradictoire dans toute l'Internationale sur les questions fondamentales faisant l'objet de divergences ;

8° Congrès mondial convoqué dans le premier trimestre de 1928, l'Internationale n'ayant pas tenu de Congrès depuis quatre ans, malgré les événements d'une importance mondiale qui sont survenus (défaites de la Révolution chinoise. Dangers de guerre et Comité anglo-russe. Crise en U. R. S. S., dans le parti russe et dans l'Internationale).

10° Pour l'unité bolchevique du parti russe et de l'internationale.

En face des dangers croissants qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, menacent l'Union Soviétique et le prolétariat mondial, il est nécessaire de rassembler les forces de l'Internationale et du parti russe, et de consolider l'*unité bolchevique* menacée par la politique du groupe Staline.

La politique anti-bolchevique du groupe Staline et des directions nationales qui travaillent en accord avec lui, ne peut se maintenir qu'à coup d'exclusions répétées et opérées dans la nuit.

Au lieu de continuer dans cette voie, l'Internationale doit déclarer que, *sur la base du bolchevisme appliqué dans la présente plateforme*, elle est prête à réintégrer tous les groupes exclus qui reconnaîtraient clairement et publiquement les fautes réellement commises par eux.

En France, ceci s'applique notamment au groupe Rosmer, qui a totalement rompu, et au groupe Engler, qui est en instance d'appel devant l'Internationale.

Donner *ouvertement* aux militants honnêtement révolutionnaires qui ont commis des erreurs, la possibilité de rejoindre le parti et l'Internationale *en reconnaissant leurs fautes*, cela n'a rien de commun avec les tractations *sans principes* qu'Humbert-Droz, au nom de Staline et de Boukharine, tenta de faire *secrètement* auprès de Monatte, *à l'insu du parti et de ses organes réguliers*, lors du *Congrès de Lille*.

Le rassemblement *sur la base du bolchevisme* des forces révolutionnaires doit s'opposer à la pratique des exclusions par petits paquets, qui, dispersant les forces révolutionnaires, tente de rassembler les forces opportunistes *sur la base du revisionnisme staliniste*.

Par sa politique, le groupe Staline prépare ouvertement la scission.

La *scission staliniste* n'assurerait nullement l'unité du parti russe et de l'Internationale. Les divers groupes opportunistes, qui maintenant bloquent contre le bolchevisme, s'opposeraient ensuite les uns aux autres

dans de nouvelles luttes fractionnelles menant à de nouvelles scissions. Que deviendrait l'Etat prolétarien et le mouvement ouvrier mondial, en face d'une pareille éventualité ?

L'unité bolchevique du parti russe et de l'Internationale ne peut être sauvée que dans la lutte implacable contre le revisionnisme staliniste.

En France, le groupe Crémet, qui a parfois combattu l'opportunisme de la direction D. S. M., doit comprendre qu'il est impossible de combattre l'opportunisme en France et de soutenir l'opportunisme staliniste dans l'Internationale ; et, ayant compris cela, il doit rejoindre l'opposition.

L'ennemi, dira-t-on, exploite et exploitera les critiques de l'opposition bolchevique. N'exploitait-il pas aussi l'autocritique nécessaire que savait faire Lénine ? N'exploitait-il pas aussi la critique de la gauche contre Frossard du temps du Congrès de Paris ?

L'ennemi n'exploitera jamais autant la critique bolchevique des fautes que les fautes elles-mêmes.

C'est la rançon de toutes les erreurs et c'est bien davantage encore la rançon de toute politique fondamentalement fausse, qu'elle permet à l'ennemi d'exploiter à la fois la critique juste et la politique fausse.

Mais, ce qui, en définitive, sert l'ennemi, ce sont les fautes et leur continuation ; et ce qui nuit à l'ennemi, c'est la critique et le redressement bolchevique des fautes.

A bref délai, avec un régime intérieur redevenant sain, et permettant à la masse communiste de résoudre les divergences fondamentales actuelles par le jeu normal des organes réguliers des partis et de l'Internationale, la défaite du stalinisme et la victoire du bolchevisme sont assurés.

A BAS LE REVISIONNISME STALINISTE, FOURRIER DU SCISSIONISME STANILISTE !

VIVE L'UNITE BOLCHEVIQUE DU PARTI RUSSE ET DE L'INTERNATIONALE !

VIVE LE LENINISME, INSTRUMENT NECESSAIRE DE LA VICTOIRE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT MONDIAL !

Paris, le 7 novembre 1927.

Erratum des brochures n° 1 et n° 2

Première brochure : Déclaration des 83

Le noyau réformiste qui dirige le parti fait courir le bruit que si je n'ai publié que les Extraits des thèses du camarade Zinoviev sur la question chinoise, *c'est afin de cacher les parties qui, dans ces thèses, pourraient gêner l'opposition.*

Il s'agit d'une erreur typographique dans le titre. Le document publié, c'est en réalité Les Thèses du camarade Zinoviev sur la question chinoise, *dans leur* intégralité.

Cela, le noyau social-démocrate qui dirige le parti, le sait mieux que quiconque.

Il faut vraiment manquer d'arguments valables dans la discussion pour recourir à de telles insinuations, alors qu'on les sait mensongères et dénuées de tout fondement.

Deuxième Brochure : La Plate-forme politique de l'Opposition russe

La fin du dernier chapitre intitulé : « Contre l'opportunisme ; pour l'unité du parti », *a été omise.*

La partie omise est d'une importance capitale. Elle montre les raisons essentielles pour lesquelles l'opposition lutte avec acharnement contre la théorie et la pratique des deux partis, contre la scission staliniste et pour le redressement léniniste du parti russe et de l'Internationale.

La publication des paragraphes omis rentrera dans la gorge de la fraction dirigeante l'accusation calomnieuse colportée par elle et selon laquelle l'opposition vise à créer une IVe Internationale.

Pour la commodité de la lecture, nous publions ci-après, dans son intégralité, *le chapitre dernier de la plate-forme russe, dont les derniers paragraphes ont été omis dans la précédente brochure :*

G. F.

Contre l'opportunisme, pour l'unité du Parti

Nous avons exposé ouvertement notre point de vue sur les lourdes fautes commises par la majorité du C.C. dans tous les domaines fondamentaux de la politique intérieure et extérieure. Nous avons montré combien était affaibli, grâce à ces fautes de la majorité du C.C., le levier fondamental de la Révolution. Nous avons, en même temps, indiqué que, malgré tout, *la politique du Parti peut être corrigée de l'intérieur.* Mais pour la corriger, il est indispensable de poser la question du *caractère des fautes* commises par la direction du parti.

Ces fautes sont des *fautes opportunistes.* L'opportunisme dans sa forme développée — selon la définition classique de Lénine — c'est le bloc du sommet de la classe ouvrière avec la bourgeoisie, dirigé contre la majorité de la classe ouvrière. Dans les conditions où se trouve actuellement l'U.R.S.S., l'opportunisme poussé à son terme consisterait dans l'aspiration de la couche supérieure de la classe ouvrière à un accord avec la nouvelle bourgeoisie renaissante, avec le koulak et le nepman, ainsi qu'avec le capitalisme mondial, au détriment des intérêts de la masse ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Quand nous marquons la présence de telles tendances dans certains cercles de notre Parti, que nous en indiquons les premières manifestations et leur développement il est absurde de nous accuser, à cette occasion, de calomnier le Parti, car c'est précisément au Parti que nous en appelons contre ces tendances qui le menacent. Il est tout aussi absurde de dire que nous accusons telle ou telle fraction du Parti ou le C.C. de trahison de la révolution, de trahison des intérêts du prolétariat. Une ligne politique fausse peut être dictée par un souci sincère des intérêts de la classe ouvrière. Les représentants les plus éminents de l'aile droite de notre Parti sont convaincus que l'accord qu'ils sont prêts à conclure avec les

éléments bourgeois est nécessaire aux intérêts des ouvriers et des paysans, qu'il représente une de ces manœuvres considérées par Lénine comme absolument admissibles. Même le groupe de la droite qui représente une tendance ouverte à la déviation, repousse l'idée d'un thermidor. Cela s'adresse d'autant plus au « centre » qui fait une politique typique d'illusions, d'apaisement et de leurre.

Staline et ses plus proches partisans sont convaincus qu'en s'appuyant sur leur formidable appareil, ils l'emporteront en ruse sur les forces de la bourgeoisie, au lieu de les vaincre par la lutte. Les stalinistes ont, sans aucun doute, pensé sincèrement qu'ils « jouaient » provisoirement avec les généraux chinois et qu'ils les rejetteraient ensuite comme des citrons dont on a exprimé le jus, après les avoir utilisés dans l'intérêt de la Révolution. Staline et les stalinistes ont pensé sincèrement qu'ils « jouaient » avec Purcell et non que Purcell « jouait » avec eux. Staline et les stalinistes pensent sincèrement qu'ils peuvent « librement » faire des concessions à « leur » bourgeoisie et qu'ils pourront retirer ensuite ces concessions sans aucune conséquence.

Dans leur suffisance bureaucratique les stalinistes « facilitent » la manœuvre en éliminant en fait *le parti* de toute participation aux décisions afin d'éviter sa résistance. La direction staliniste décide et agit et laisse au Parti le soin de les « avaler ». Mais cette façon d'agir affaiblit, sinon paralyse, les forces qu'une manœuvre politique juste, si elle est nécessaire et opportune pourrait utiliser. Ou bien alors elle affaiblit et dissimule les conséquences des manœuvres manifestement fausses de la direction. C'est ainsi que *s'accumulent* les résultats des tendances opportunistes de l'aile droite du C.C. du Parti et des manœuvres de son groupe centriste — résultats qui dans leur ensemble signifient : affaiblissement de la situation internationale de l'U.R.S.S., affaiblissement de la situation du prolétariat par rapport aux autres classes de l'U.R.S.S., aggravation relative de sa situation matérielle, affaiblissement de sa liaison avec la paysannerie pauvre, menaçant par là l'union avec les paysans moyens ; affaiblissement de son rôle dans l'appareil d'Etat ; ralentissement du rythme de l'industrialisation. Ce sont *ces conséquences* de la politique de la majorité du C.C. et non *ses intentions* qu'avait en vue l'opposition lorsqu'elle posait la question des dangers *thermidoriens;* c'est-à-dire le glissement de la politique prolétarienne vers une politique petite bourgeoise.

L'immense différence politique et de caractère qui sépare notre parti de ceux de la IIe Internationale est claire pour tout le monde. Le P.C. de l'U.S. a été forgé au feu de trois révolutions, a conquis le pouvoir contre un monde d'ennemis, il a organisé la IIIe Internationale. Sa destinée, c'est la destinée de la première révolution prolétarienne triomphante. C'est par la Révolution elle-même que se définit le rythme de sa vie intérieure. Tous les processus idéologiques de la Révolution qui s'accomplissent sous l'influence d'un mouvement hautement de classe, ont une tendance à un développement et une maturation rapides. C'est pourquoi il est particulièrement nécessaire que dans notre Parti une lutte résolue soit menée à temps contre tout écart de la ligne léniniste.

Les dangers opportunistes dans le P.C. de l'U.S. ont, dans les conditions actuelles, des sources objectives profondes :

1) L'entourage bourgeois mondial, la stabilisation temporaire et partielle du capitalisme créent un état d'esprit de « stabilisation ».

2) La Nep, indiscutablement nécessaire en tant que chemin vers le socialisme, par le fait qu'elle fait renaître partiellement le capitalisme, anime par là-même les forces ennemies (hostiles plutôt) au socialisme

3) L'élément petit-bourgeois dans le pays qui compte une grosse majorité de paysans ne peut pas ne pas se répercuter non seulement dans les soviets, mais aussi dans le Parti.

4) La situation d'un parti unique qu'occupe le P.C. de l'U.S., situation, absolument indispensable à la Révolution, crée aussi une série de dangers particuliers. Le XIe Congrès, du vivant de Lénine, indiquait ouvertement qu'il existait à cette époque déjà des groupes importants de gens (parmi les paysans riches, les couches supérieures de fonctionnaires, les intellectuels) qui appartiendraient aux partis socialistes-révolutionnaires, mencheviks, si ces partis étaient légaux.

5) L'appareil d'Etat que dirige notre Parti, introduit à son tour beaucoup d'esprit bourgeois et petit-bourgeois, l'infectant d'opportunisme.

6) Les spécialistes, les catégories supérieures des fonctionnaires et des intellectuels, indispensables à notre édification, font pénétrer dans nos appareils d'Etat, économiques et du Parti, une influence non prolétarienne.

C'est là la raison pour laquelle l'aile oppositionnelle léniniste du Parti, sonne l'alarme avec tant d'insistance à propos des déviations évidentes et de plus en plus dangereuses du groupe staliniste. Il est criminel et puéril d'affirmer que le passé héroïque du Parti et ses vieux cadres sont immunisés, pour tous les temps, et dans n'importe quelles circonstances, contre les dangers de dégénérescence opportuniste. C'est là un point de vue qui n'a rien de commun avec le marxisme. Ce n'est pas cela que nous a enseigné Lénine. A l'occasion du XIe Congrès, il disait : L'Histoire connaît des conversions de toutes sortes, s'en rapporter aux convictions, à la fidélité et autres qualités morales est une chose peu sérieuse en politique (T. XVIII ou XXIII, 2e partie, p. 42).

Les ouvriers qui formaient la grosse majorité des partis socialistes de l'Occident, avant la guerre, étaient incontestablement adversaires des déviations opportunistes. Mais ils n'ont pas su vaincre *à temps* des fautes opportunistes peu importantes à l'époque. Ils ont sous-estimé

leur importance. Ils n'ont pas compris que le premier et sérieux ébranlement historique, survenant après une longue période de développement pacifique, qui avait créé une forte bureaucratie ouvrière, obligerait non seulement les opportunistes, mais même les centristes, à capituler devant la bourgeoisie et que la masse pouvait, à ce moment-là, se trouver désarmée. Si l'on peut accuser les révolutionnaires marxistes, représentants de l'aile gauche dans la IIe Internationale avant la guerre, de quelque chose, ce n'est pas d'avoir exagéré le danger opportuniste quand ils le qualifiaient de politique nationale-libérale ouvrière, mais bien de s'être reposés sur la composition ouvrière des partis politiques de l'époque, sur l'instinct révolutionnaire du prolétariat, sur les antagonismes de classes. Ils ont en fait *sous-estimé* le danger et n'ont pas mobilisé *assez énergiquement* les masses révolutionnaires contre lui. Nous ne répéterons pas cette faute révolutionnaire.

En nous posant comme tâche le redressement à temps de la ligne de la direction *nous détruisons par là même le reproche qu'on nous fait de travailler à la scission du Parti et à la création d'un nouveau parti.* La dictature du prolétariat exige impérativement qu'il n'existe qu'un seul Parti prolétarien uni, comme dirigeant des masses ouvrières et paysannes L'unité du Parti, une unité non affaiblie par les luttes de tendances, est une chose absolument nécessaire au prolétariat pour l'accomplissement de sa mission. Cette unité ne peut être réalisée que sur la base des enseignements de Lénine.

L'opposition, en luttant pour un rythme déterminé de l'industrialisation en tant qu'élément précurseur de la construction socialiste du pays, en luttant contre la croissance du koulak qui tend à dominer la campagne, en luttant pour l'élévation du niveau matériel des ouvriers, pour la démocratie dans le Parti, dans les syndicats, dans les soviets, ne défend pas des idées susceptibles de diviser la classe ouvrière et son parti, mais bien au contraire pour la consolidation d'une unité réelle du P. C. de l'U. S. Sans correction des fautes opportunistes, il ne peut y avoir qu'une unité d'apparence (de façade) qui affaiblit le parti devant la pression croissante de la bourgeoisie et en cas de guerre qui obligerait le Parti à se réorganiser en pleine marche, sous le feu de l'ennemi. Nous sommes convaincus que le noyau prolétarien de notre Parti, ayant pris connaissance de notre point de vue et de nos propositions, les adoptera et les défendra non pas comme mots d'ordre « fractionnels », mais bien en tant que drapeau de l'unité.

Notre Parti n'a pas eu jusqu'ici suffisamment conscience des fautes de la direction et c'est pourquoi il ne les a pas corrigées. Le rythme excessivement rapide du développement de notre économie dans la période de reconstruction est une des raisons principales qui ont créé les illusions opportunistes que la majorité du C. C. répandait systématiquement dans le Parti et dans la classe ouvrière. L'amélioration rapide de la situation des ouvriers, comparée aux années de la guerre civile, qui accompagna, dans les premiers temps, le processus de reconstitution (reconstruction ?) a fait naître dans les larges couches ouvrières l'espoir dans la possibilité de vaincre rapidement et sans douleurs les contradictions de la Nep et a empêché le Parti de voir à temps le danger des déviations opportunistes.

La croissance de l'opposition léniniste dans le Parti oblige les plus mauvais éléments de la bureaucratie du Parti à passer à des méthodes inconnues jusqu'à présent dans la pratique du communisme. Incapable d'interdire plus longtemps la discussion des questions politiques dans les cellules, une partie de la bureaucratie du Parti a recours à la création de groupes ayant pour but d'empêcher la discussion des questions intéressant le Parti par des cris, des coups de sifflet, en éteignant les lumières, etc.

Cette tentative d'introduction dans notre Parti des méthodes de violence physique directe soulèvera l'indignation de tous les éléments prolétariens honnêtes et se retournera inévitablement contre ses organisateurs. Aucune machination de la plus mauvaise partie de l'appareil du parti ne pourra séparer la masse du parti de l'opposition qui a pour elle les traditions léninistes de notre Parti, l'expérience de tout le mouvement ouvrier international, l'avantage d'avoir posé à temps les questions concernant la politique internationale et la construction de notre économie sous l'angle de l'intérêt du prolétariat mondial. Les antagonismes de classes qui, inévitablement, s'accentueront de plus en plus après la période de reconstruction justifieront de plus en plus notre point de vue sur les solutions à apporter à la crise actuelle et à la tactique de l'avant-garde prolétarienne dans la lutte pour le léninisme.

Les dangers grandissants de guerre incitent déjà maintenant les ouvriers du Parti à approfondir davantage les questions fondamentales de la révolution et par là même il les obligera à se mettre plus activement à la correction des fautes opportunistes.

L'élément ouvrier de notre Parti qui est éliminé dans une large mesure, ces dernières années, de la direction du Parti, qui subit l'influence désastreuse (dévastatrice des plus néfaste) du système qui consiste à lui faire tout « avaler », système qui a pour but de démontrer que la gauche c'est la droite, et la droite c'est la gauche, se réveillera, comprendra tout ce qui se passe et prendra entre ses mains le sort du Parti. Aider les ouvriers avancés dans cette mission — tel est le but de l'opposition, tel est le but de cette plateforme.

La question la plus importante, la plus brillante, celle qui inquiète le plus tous les membres du Parti, c'est la question de l'*unité* du Parti. Il est certain que c'est de cette question que dépend directement le sort de la révolution prolétarienne. Les nombreux ennemis du prolétariat suivent attentivement nos disputes intérieures et c'est avec une joie non dissimulée et im-

patiente qu'ils attendent la scission dans nos rangs. *La scission dans notre Parti, la création de deux partis, serait la chose la plus dangereuse pour notre révolution.*

Nous, c'est-à-dire l'opposition, nous condamnons résolument toute tentative de constitution d'un deuxième parti. Le mot du parti, c'est le mot d'ordre du groupe de Staline, désireux d'écarter l'opposition léniste du P. C. de l'U. S. Notre but ne consiste nullement dans la création d'un nouveau parti, mais dans la rectification de la ligne du P. C. de l'U. S. La révolution prolétarienne de l'U..S.S. ne peut vaincre jusqu'au bout qu'avec un seul et unique parti bolchevik.

Nous luttons pour nos conceptions *au sein* du P. C. de l'U. S. et condamnons catégoriquement le mot d'ordre de « deux partis » en tant que *mot d'ordre aventurier*. Le mot d'ordre de « deux partis » reflète d'une part les aspirations des scissionnistes de l'appareil du Parti, et d'autre part, le désespoir et une incompréhension de ce que la tâche des léninistes consiste à faire prévaloir la ligne léniniste au sein du P.C. de l'U.S., malgré toutes les difficultés. Celui qui, sincèrement, défend la ligne de Lénine ne peut être intéressé par la perspective de « deux partis », il ne peut jouer avec l'idée de la scission. Seul, celui qui veut remplacer l'idée de Lénine par une autre peut pousser sur la voie de la scission, sur la voie de « deux partis ».

C'est de toutes nos forces que nous lutterons contre la constitution de deux partis, car la dictature du prolétariat exige un parti prolétarien unique qui en est le cœur. La dictature du prolétariat exige un parti *unique*, elle exige un parti *prolétarien*, c'est-à-dire un parti dont la politique est déterminée par les intérêts du prolétariat. La rectification de la ligne de notre Parti, l'amélioration de sa composition sociale, ne mène pas à la création de deux partis, mais au contraire consolidera et assurera l'unité de notre Parti en tant que parti révolutionnaire du prolétariat.

A l'occasion du 10e anniversaire de la Révolution d'octobre, nous exprimons notre conviction profonde que la classe ouvrière n'a pas fait les innombrables sacrifices qu'elle a faits, abattu le capitalisme, pour ne pas, aujourd'hui, être en état de corriger les fautes de sa direction, de conduire la révolution prolétarienne en avant d'une main ferme, de défendre victorieusement l'U.R.S.S. ce centre de la Révolution mondiale.

Contre l'opportunisme !
Contre la scission !
Pour l'unité du Parti léniniste !

Réponse de la cellule 201 au Comité du Premier Rayon

Motions mises aux voix à la réunion de la cellule 201 le 17 novembre :

1. — Faussecave a-t-il enfreint la discipline du Parti ?

Réponse à l'unanimité moins 1 voix contre : oui.

2. — La cellule approuve-t-elle la publication des brochures ?

Réponse : 11 voix pour; 11 voix contre.

3. — Faussecave va-t-il continuer ? S'il se continue, il se met en dehors du Parti.

Réponse : 10 voix pour, 12 voix contre cette proposition.

4. — Si Faussecave continue son travail fractionnel, il sera passible de sanctions.

Réponse : 11 voix pour; 8 voix contre cette proposition.

5. — La direction du Parti aurait dû publier les documents.

Réponse : 12 voix oui, aucune contre.

(Détail à noter, dans le contingent de ceux qui condamnaient Faussecave sur toute la ligne figuraient 5 rédacteurs et fonctionnaires de l'*Humanité*.)

Motion adoptée par la cellule 201 le 24 novembre 1927 :

La cellule 201 du 1er rayon, réunie le 24 novembre 1927, proteste contre l'exclusion du camarade Faussecave, membre de la cellule :

1° Parce que la décision d'exclusion, dite du Comité du 1er rayon est contradictoire avec la décision du Bureau Régional (*Humanité* du 5 novembre) de déférer le camarade Faussecave à la commission de contrôle régionale pour laquelle il n'a pas encore été convoqué ;

2° Parce que la décision du Comité du 1er rayon, publiée seulement quinze jours après la séance du Comité et deux jours après la réunion de la cellule 201 qui avait repoussé l'exclusion du camarade Faussecave, n'a été prise, en l'absence de celui-ci, qu'après une discussion d'une dizaine de minutes et malgré que le camarade Faussecave ait eu demandé une séance nouvelle le lendemain dimanche 6 novembre ou un autre jour, et d'être entendu par les membres du 1er Rayon et de la Région Parisienne.

La cellule 201 proteste en outre :

1° Parce que la résolution du Comité du 1er Rayon dit : « L'activité du camarade Faussecave se borne à venir de loin en loin dans les assemblées du 1er rayon où il a toujours pu exprimer aussi longtemps qu'il l'a voulu sa pensée. » Le camarade Faussecave s'est rendu aux assemblées du 1er Rayon chaque fois qu'il en avait été mandaté. L'activité communiste, aussi bien pratique (confection du journal de cellule, distribution de tracts, vente de journaux communistes dans la rue, discipline syndicale, etc.) que politique (efforts d'éducation, de propagande et d'étude) du camarade Faussecave n'a jamais été en défaut, c'est là un reproche que personne dans le parti n'est en droit de lui adresser ;

2° Pour l'affirmation de la résolution : « Le camarade Faussecave n'a jamais demandé à la direction l'insertion d'un quelconque article exprimant son point de vue ». La cellule rappelle que lors de la discussion pour le Congrès de Lille des articles du camarade Faussecave contenant des conclusions adoptées par la cellule n'ont pas été insérés, si ce n'est de façon à ridiculiser le point de vue de ce camarade. Même après avoir invité, tout en le calomniant, dans les *Cahiers* du 31 mai 1926 le camarade Faussecave à faire connaître son point de vue politique, la direction du parti n'a pas inséré l'article-réponse du camarade Faussecave.

3° La cellule proteste contre cette déclaration du Comité du 1er Rayon : « Les ouvriers du Parti ne veulent pas discuter dans la situation présente les thèses de l'opposition ».

Les ouvriers du parti, et ceux de la cellule 201 veulent connaître et discuter, surtout dans la grave situation actuelle de l'Internationale, les thèses de la majorité et de l'opposition.

La cellule 201 réprouve une telle rigueur pour un ouvrier de la base alors que des députés du Parti, les chefs de la

droite ont pu impunément collaborer au *Bulletin communiste* de Souvarine, lancer des « Lettre des 250 » et autres, sans qu'on ait pris contre eux la moindre sanction.

La cellule 201 demande l'insertion rapide de la présente motion dans l'*Humanité*.

Additif. — Les camarades ayant voté la motion du camarade Ballu, insistent pour que celle-ci soit insérée dans l'*Humanité* :

Forest, Mathiot, Lamaire, Rouet, A. Ballu, Ch. Ballu, A. Michard, Ruhl, Linck, Donzel, Feist, Faussecave.

Cette motion a obtenu 12 voix contre 8 à une motion Jean-Cadine, ce dernier délégué par le Comité régional.

Motion de la cellule 201 adoptée le 1er décembre :

« La cellule 201, dans sa réunion du jeudi 1er décembre, a décidé à l'unanimité de demander au C.C. du P.C.F. de prendre en ses mains la question de l'opposition y compris le cas du camarade Faussecave, et qu'une fois pour toutes toute la question de l'opposition soit posée devant tout le Parti par les organismes centraux. »

Votée à l'unanimité.

« La cellule 201 décide que le camarade Faussecave continuera d'assister aux réunions de la cellule jusqu'à la décision du Parti. »

9 voix pour cette motion, 1 voix contre, 5 abstentions.

SOMMAIRE

	Pages
Préface de Gaston Faussecave	1
Contre la scission! (Additif à la plateforme)	9
Plate-forme de l'opposition française	45
Erratums des brochures n° 1 et n° 2	45
Contre l'opportunisme, pour l'Unité du parti (dernier chapitre de la plateforme russe dans son intégralité)	45
Réponse de la cellule 201 au Comité du 1er Rayon	49

BIBLIOGRAPHIE

LA DÉCLARATION DES 83

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION RUSSE POUR LE 15e CONGRÈS DU P. C. R

EN VENTE CHEZ L'EDITEUR :

G. FAUSSECAVE, 34, rue de l'Abbé-Groult, PARIS (15e)

AUX PRIX DE :

L'exemplaire, franco..... **2 fr. 50**
Les 5 exemplaires, franco..... **10 fr. »**
Les 10 exemplaires, franco..... **20 fr. »**

Imp. Centrale de la Bourse, 117, r. Réaumur (2e)